

Pour un habitat convivial: du droit à se déterminer par soi-même au devoir de ménager l'Autre

Marc Boinet

► **To cite this version:**

Marc Boinet. Pour un habitat convivial: du droit à se déterminer par soi-même au devoir de ménager l'Autre. Architecture, aménagement de l'espace. 2016. dumas-01414625

HAL Id: dumas-01414625

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01414625>

Submitted on 12 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POUR UN HABITAT CONVIVIAL

**Du droit à se déterminer
par soi-même au devoir de
ménager l'Autre.**

Marc Boinet, mémoire de fin d'études sous la direction de M. Gregory Azar,
École Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles





POUR UN HABITAT CONVIVIAL

**Du droit à se déterminer
par soi-même au devoir de
ménager l'Autre.**

Marc Boinet, mémoire de fin d'études sous la direction de M. Gregory Azar,
École Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles



SOMMAIRE





PRÉFACE P.7



INTRODUCTION: P.8

Qu'est-ce que la convivialité et en quoi peut-elle nous permettre de repenser la fabrication de notre habitat?



1. UN HABITAT EN CRISE P.14

- a. De l'épuisement des ressources
- b. La disparition du droit à la ville



2. RÉSISTER C'EST CRÉER P.30

- a. Reconquérir la ville
- b. Zones d'autonomie temporaire



**3. L'OUTIL D'AUTONOMIE
AU SERVICE DE LA COLLECTIVITÉ P.44**

- a. L'initiation à la machette
- b. Le mythe de Prométhée



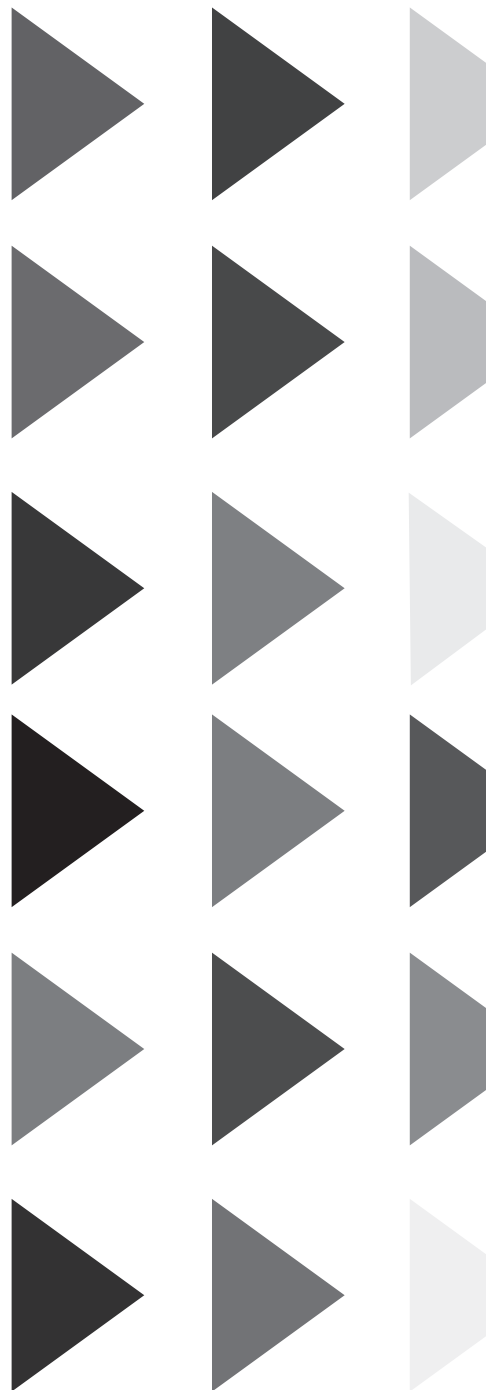
CONCLUSION P.56

Préface

L'histoire de ce mémoire est particulièrement mouvementée et je ne sais pas si la version que je présente aujourd'hui est définitive tant ma pensée a changé de direction et de forme. Il y a trois ans je rencontrai M. Paolo Amaldi avec l'idée de faire se rejoindre les Hétérotopies de Foucault, l'Habiter de Heidegger et la notion d'espace sacré. Cette intuition m'amena à m'intéresser autant aux utopies sociales du XIXe siècle qu'au Surréalisme et au rapport que nous entretenons à nos outils. Elle me fit étudier la pensée de Henri Lefebvre sur le Droit à la Ville, et me passionner pour celle de Camus sur la révolte.

Cette difficulté de m'arrêter à un cas d'étude particulier et de l'approfondir reflète une curiosité mêlée à une certaine insatisfaction qui m'a poussé à toujours remettre en question mes choix, jusqu'à parfois m'empêcher d'avancer. Mais rien n'est jamais fini. L'exercice d'écriture est justement difficile pour cela : arrêter sur le papier une pensée qui elle-même n'a pas de fin.

Sur ce point je souhaite remercier M. Gregory Azar, qui a repris la tâche initiée par M. Paolo Amaldi, et qui, en plus de m'accorder toute son attention et de me prêter l'étendue de ses connaissances, m'a aidé à me concentrer sur l'essentiel et à travailler avec davantage de méthode. Je souhaite également remercier toutes les personnes avec qui j'ai pu discuter de mes recherches et qui m'ont apporté leurs regards constructifs. Je souhaite tout particulièrement remercier mon amie Charlotte Thon, pour son pragmatisme, sa patience et sa vision qui ont largement contribué à éclairer les chemins sur lesquels je me suis engagé.



INTRODUC- TION



POUR UN HABITAT CONVIVAL, DU DROIT À SE DÉTERMINER PAR SOI-MÊME AU DEVOIR DE MÉNAGER L'AUTRE

Qu'est-ce que la convivialité et en quoi peut-elle nous permettre de repenser la fabrication de notre habitat?

Nous vivons à une époque très particulière. Nous sommes 7 milliards d'êtres humains et plus de la moitié d'entre nous habite maintenant en milieu urbain. Les pollutions et désastres écologiques qu'engendrent nos actions sur l'environnement n'ont jamais été aussi forts qu'aujourd'hui, comme l'atteste une foule d'indicateurs qu'il n'est plus possible de nier. Nous sommes en train de nous diriger vers une impasse : nos besoins matériels augmentent sans cesse, tandis que les ressources naturelles utilisées pour y répondre disparaissent de plus en plus vite.

Mais d'un autre côté nous sommes capables d'accomplir des miracles encore inenvisageables il y a seulement quelques décennies. Nous vivons chaque année un peu plus longtemps et luttons contre la mort. Nous créons des intelligences artificielles capables d'apprendre par elles-mêmes et de résoudre des problèmes insolubles pour l'esprit humain. Nous voyageons dans l'espace et envisageons de coloniser d'autres planètes... En fait, il semblerait que nous tentions toujours de nous affranchir des contraintes que nous impose la nature, car nous en avons peur. Nous avons peur d'avoir trop froid ou trop chaud alors nous régulons artificiellement les espaces dans lesquels nous vivons. Nous avons peur de manquer alors nous produisons toujours davantage. Nous avons peur de la prise du temps sur nos vies alors nous avons besoin de vitesse. Nous avons peur d'être seuls et nous nous saturons de relations sociales. Nous avons peur de l'autre et nous faisons tout pour éviter qu'il nous remette en question. Nous avons peur d'être dominés alors nous dominons.

Ces raisons m'ont poussé à remettre en question la fabrication actuelle de notre habitat : en cherchant toujours à nous affranchir des contraintes qui nous lient à la nature, à notre environnement et aux autres, sommes-nous réellement en train de nous émanciper, ou bien, au contraire, d'augmenter nos dépendances?

Cette question étant posée, nous pourrions nous demander ce qui justement permettrait de nous émanciper, à la fois individuellement et collectivement, afin de transformer le milieu dans lequel nous vivons et établir avec lui une relation harmonieuse. Si c'est la peur qui nous motive, alors nous sombrons naturellement dans l'instinct de survie. C'est ce rapport animal au monde qui nous conduit à dominer notre environnement et à exploiter notre prochain. Ainsi, pour dépasser nos peur et permettre l'épanouissement de l'homme dans et avec son environnement, il sera proposé ici :

La notion de convivialité, définie comme un double rapport entre l'autonomie individuelle et l'hospitalité envers l'autre.

Plus exactement, la question que nous poserons sera de savoir en quoi la convivialité permettrait de transformer l'habitat.

On entendra par habitat l'ensemble des espaces qui offrent les conditions nécessaires au développement d'une personne. Ils comprennent ses lieux de production, de consommation, de repos et de loisir. La convivialité quant à elle est une notion qui a été développée par le penseur Ivan Illich en 1973 dans son ouvrage *Tools for conviviality*¹, et c'est sur celle-ci que s'appuie cette recherche. Afin de dépasser les conflits et les crises inhérentes au mode de production capitaliste industriel, Illich propose le concept de *société conviviale* : « *J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil.* »² D'après lui les citoyens doivent diagnostiquer leurs dépendances et développer des outils qui

leur permettent de s'émanciper par rapport à l'ordre établi et aux monopoles des spécialistes afin d'établir un rapport autonome et créatif à leur environnement. Dans ce cas l'autonomie est entendue comme la faculté d'une personne à se déterminer par elle-même et l'hospitalité comme l'action de partager cette autonomie et de la mettre au service de la collectivité. Ivan Illich questionne alors la place des outils dans notre société et le rôle qu'ils jouent dans la construction de notre émancipation ou au contraire de nos relations de dépendances.

L'outil est dans sa première définition un « *objet fabriqué, utilisé manuellement, doté d'une forme et de propriétés physiques adaptées à un procès de production déterminé et permettant de transformer l'objet de travail selon un but fixé* »³, mais au fil du temps il a fini par désigner plus largement un « *moyen; ce qui permet d'obtenir un résultat, d'agir sur quelque chose* ». ⁴ Ce qu'Illich questionne dans son ouvrage n'est pas tant la place de nos outils manuels que celle des moyens que nous mettons en place pour faire société. Ainsi la question qui est posée aux architectes est celle de la conception des espaces qui accueillent, abritent et permettent le développement d'une société. La fabrication de l'habitat nécessite l'usage d'outils spécifiques et ceux-ci sont aujourd'hui entre les mains de spécialistes. L'architecte par exemple utilise des outils de conception que peu d'autres savent manier, qu'il s'agisse de logiciels ou de processus de projet. Les artisans, les conseillers municipaux, les assureurs et les banques eux aussi maîtrisent des outils spécifiques aujourd'hui indispensables à la construction. Ces outils sont réservés aux spécialistes et il est rare que les habitants eux-même se les approprient. A mesure que ces outils se sont développés les habitants sont progressivement devenus passifs dans la fabrication de leur habitat. Avant leur avènement et depuis plus de 50 000 ans les habitants produisaient par eux-même les espaces dans lesquels ils vivaient, il s'agissait de l'architecture vernaculaire. Cette architecture, produit du lieu et du milieu, réalisée à partir des ressources disponibles, reflétait les usages et spécificités de chaque groupe humain. Au contraire les architectures moderne puis postmoderne se sont progressivement émancipées de leurs contraintes pour ne plus exis-

ter que pour elles-mêmes, posant la question de la place des habitants. Aujourd'hui nous voyons fleurir dans le vocabulaire des spécialistes les mots «concertation», «participation» ou «processus démocratique», ils appellent manifestement à un changement dans les processus de projet. Quand cette demande ne vient pas des habitants eux-même elle risque de tendre vers la démagogie. Quand au contraire les habitant expriment leur souhait de s'appropriier les outils nécessaires à la fabrication de leur habitat, alors je pense qu'il est du devoir des spécialistes de leur transmettre et de les accompagner dans cette démarche. Proposer le concept d'*habitat convivial* c'est donc réfléchir sur le rôle crucial de l'architecte en tant que personne qui manie des outils de conception et de fabrication de l'habitat.

Dans un premier temps nous tenterons de montrer qu'aujourd'hui, en France, la fabrication de l'habitat est en crise car elle n'est pas prise en charge par les habitants eux-même. Cette fabrication est au contraire déléguée à des institutions dont les intérêts répondent à d'autres logiques que celles des habitants, notamment des logiques de rentabilité et de productivité. Je pense qu'il est dans l'intérêt des habitants qu'ils s'émancipent par rapport aux institutions qui n'œuvrent pas dans leur sens. Si l'on veut pouvoir s'émanciper, et donc tendre vers l'autonomie, il faut être capable de diagnostiquer ses dépendances. Nous nous pencherons sur deux d'entre elles:

- La dépendance matérielle, qui nous entraîne vers l'épuisement de nos ressources. En effet, pour construire, nous consommons des ressources naturelles et nos besoins ne font qu'augmenter. Ces ressources sont prélevées aux quatre coins du monde et génèrent des interdépendances et des répercussions globales. Cette situation ne profite pas de la même manière aux différents pays et aux différentes personnes, elle génère au contraire des inégalités et des injustices. On admettra que l'on ne peut pas être libre si notre liberté s'appuie sur l'exploitation des autres. A l'épuisement des ressources naturelles et les tensions qu'elle génère s'ajoutent d'autres facteurs - dont les changements climatiques - qui ensemble menacent nos sociétés contemporaines. Comme le scientifique Jared Diamond dans son ouvrage *Effondrement*⁵ nous

questionnerons la manière dont nous décidons de notre disparition ou de notre survie en tant que civilisation.

- La dépendance politique : la ville cristallise des tensions liées à la gouvernance et à la fabrication de l'habitat en tant que milieu, et c'est bien là que se concentrent les enjeux de pouvoir quand plus de la moitié de l'humanité y habite. La ville a toujours été un lieu de tension, de confrontation et d'échange entre les hommes, et c'est ce qui lui donne sa qualité. Elle est produite physiquement et mentalement par toutes ces interactions humaines concentrées en un lieu. Mais cette spécificité de la ville, qui d'être fabriquée par les groupes qui l'habitent, est en train de disparaître au profit d'institutions qui la remodelent selon des impératifs d'efficacité et de rentabilité économique. Ce constat sans appel est le même que celui émis par le sociologue Henri Lefebvre à la fin des années 60 dans son ouvrage *Le droit à la ville*⁶. C'est à la lumière de sa réflexion sur *la valeur d'usage et la valeur d'échange*⁷ que nous questionnerons l'avenir démocratique de nos villes à l'heure de la privatisation de l'espace public.

Les constats de nos dépendances matérielle et politique révéleront des moyens pour les réduire et créer un rapport au monde plus *convivial*. En fait, il semblerait que reconquérir notre autonomie signifie d'abord résister politiquement et physiquement, en revendiquant notre droit à façonner par nous même notre environnement et ses moyens de gestion. Nous verrons donc dans un deuxième temps la manière dont j'ai expérimenté mon émancipation politique lors du mouvement des *Indignés* et l'occupation de l'esplanade de La Défense en 2011. Ce mouvement fut beaucoup critiqué en France pour son manque d'ampleur par rapport à son homologue espagnol, le mouvement du *15M*. C'est pourtant lui qui m'a fait prendre conscience de mon *droit à la ville* et qui m'a poussé mener ma critique dans l'action. C'est aussi cette expérience qui m'a donné le goût de *l'utopie*, qui, comme la définit Miguel Abensour, «est cette disposition qui grâce à un exercice de l'imagination ne redoute pas dans une société donnée d'en transcender les limites.»⁸ Le but de l'utopie est l'émancipation par la critique, et en cela elle rejoint notre travail de réflexion sur l'autonomie. Par un mouvement d'écart et une mise entre parenthèse du réel - ou

de l'ordre établi - je suis à même de penser ce qui est différent et, à mon retour, d'impacter ce réel avec cette prise de conscience. Ces trois mouvements de l'utopie que sont *le doute, l'écart et la mesure (le retour)* sont également ceux de *la révolte* comme elle fut exprimée par Albert Camus dans son ouvrage *L'homme révolté*⁹. Ils sont la toile de fond sur laquelle s'est dessinée toute ma réflexion. Les expériences communautaires alternatives, les insurrections et plus largement toutes les manifestations de *la révolte* qui prennent corps dans l'espace et le temps rejettent et ignorent, comme le souligne Michelet, «*l'espace et le temps*» de l'ordre établi, et en cela ce sont des utopies. On peut même dire qu'en prenant corps dans le réel, ces espaces et temps «*autres*» deviennent ce que Michel Foucault nommera des *hétérotopies* (ou *hétérochronies*) et dont la fonction est de «*créer un espace d'illusion qui dénonce comme plus illusoire encore tout l'espace réel, tous les emplacements à l'intérieur desquels la vie humaine est cloisonnée.*»¹⁰ C'est en ce sens que tous les espaces-temps où la contestation prend corps sont des *hétérotopies*, et c'est au travers de leur fonction critique par rapport à l'ordre établi que nous verrons comment se sont développées certaines zones d'autonomie pour pallier aux défaillances institutionnelles ou pour se soustraire à elles. Pour cela nous nous référerons notamment à l'ouvrage du penseur Hakim Bey, *TAZ, zone d'autonomie temporaire*¹¹, en élargissant sa définition à certaines expériences de la nouvelle radicalité comme les Zones à Défendre (ZAD), les squats ou les retraites communautaires rurales. Ces expérimentations que nous étudierons ne sont pas exhaustives mais elles visent toutes la fabrication d'un *habitat convivial*. Elles mettent l'habitant au cœur du processus et révèlent certains outils de résistance que je considère essentiels pour reconquérir notre autonomie.

Enfin, nous parlerons d'hospitalité, ou comment mettre son autonomie au service du groupe. L'hospitalité est cette dimension de partage et d'ouverture à l'autre sans laquelle l'autonomie deviendrait repli sur soi et risquerait de se nécroser. La société contemporaine renforce à travers l'éloge de la propriété privée un individualisme et un repli sur soi qui nous aliènent. L'hospitalité et l'ouverture à l'autre sont des moyens de lutte contre cette aliénation, elles nous

ouvrent à ce qui est différent et qui peut renouveler notre rapport au monde par le partage. Inspiré de l'observation d'un rapport convivial à l'outil dans une société autre, nous verrons qu'il est possible d'élaborer une théorie du changement des modes de fabrication de l'habitat. En transformant le rapport que nous entretenons à nos outils nous transformons plus largement le rapport que nous entretenons à notre environnement, à l'autre et au monde. Nous changeons ainsi nos modes de production et de consommation, changements qui sont nécessaires à la construction de notre émancipation individuelle et collective.

Ainsi la convivialité pourra être comprise comme un mécanisme où des habitants s'approprient les outils nécessaires à leur autonomie et s'ouvrent à l'autre pour générer une interaction créatrice qui renouvelle leur habitat. Ainsi nous pourrions imaginer que le rôle de l'architecte serait d'accompagner des habitants en leur transmettant ses outils spécifiques de conception et de développement de projet afin qu'ils s'autonomisent dans la fabrication de leur habitat et qu'ils soient en mesure de faire une place à l'autre. Pour cela je pense qu'il est utile de questionner la formation architecturale et d'envisager d'autres manières d'exercer aujourd'hui. Nous concluons alors cette réflexion avec l'exemple que nous fournit l'association Bellastock dans les thèmes et les stratégies qu'elle développe pour renouveler notre profession.

-
1. Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, Points, 1973
 2. *ibid*, p.13
 3. Définition de *Outil*, Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales
 4. *ibid*
 5. Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Folio Essais n.513, 2006
 6. Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 3e éd (2009)
 7. *ibid*
 8. Miguel Abensour, *L'homme est un animal utopique*, Les éditions de la nuit, Arles, 2010
 9. Albert Camus, *L'homme révolté*, Folio, Essais, Gallimard, Paris, 1951 (2013)
 10. Michel Foucault, *Le corps utopique - Les hétérotopies*, Editions Lignes, 2009
 11. Hakim Bey, *T.A.Z. zone autonome temporaire*, L'Eclat, 1997, 8e éd. (2011)





I.

L'HABITAT EN CRISE

De l'épuisement
des ressources à la
disparition du droit à la
ville

Notre habitat, en tant que milieu dans lequel et par lequel nous existons, est en crise. Il ne s'agit pas uniquement ici de notre logement ou de notre habitation, ni même seulement de notre ville, de notre pays ou des territoires qui nous sont familiers. Ici, il s'agira bien de l'ensemble de la planète Terre et de son écosystème. Il s'agira aussi plus largement des rapports que nous entretenons à cet habitat et des méthodes d'intervention, de fabrication et de gestion qu'il implique. Et puisque c'est de notre planète en tant que milieu propice au développement de la vie qu'il s'agit, c'est donc bien la vie elle-même, et la nôtre en particulier - en tout cas telle que nous la connaissons -, qui est menacée par cette crise.

Tout d'abord nous sommes forcés de constater que nous vivons dans un monde aux ressources finies alors qu'il semblerait que nos besoins, eux, soient infinis. Il semblerait même que nos besoins, malgré le confort dont nous disposons aujourd'hui, ne cessent d'augmenter. Et, bien sûr, il est légitime que tout le monde aspire à ce confort. Mais alors, comment satisfaire les besoins de tous ? Comment continuer à répondre à nos besoins croissants dans un monde aux ressources limitées ? La réponse qui s'esquisse remet en question tout le paradigme sur lequel nous nous sommes bâtis en tant que civilisation. Cette réponse est politique autant qu'éthique, elle questionne nos désirs, nos peurs et notre rapport à l'Autre. Afin d'avancer ensemble dans ce questionnement, nous commencerons ici par émettre un certain nombre de constats sur les crises que nous subissons, de l'épuisement de nos ressources à la disparition de notre droit à la ville.

A. DE L'ÉPUISEMENT DES RESSOURCES

L'INCOMPATIBILITÉ MANIFESTE ENTRE NOS DÉSIRS DE CONSOMMATION ET LES RESSOURCES DISPONIBLES : L'ANNONCE D'UNE CRISE DURABLE ET DE TENSIONS... CROISSANTES.

On nous fait culpabiliser en nous rabâchant que la planète s'épuise, que nous sommes trop nombreux sur terre et que nous la consommons à crédit. Mais pourtant, moi, citoyen lambda, j'ai du mal à me figurer tous ces chiffres, ces indices et ces courbes qui sont dans le rouge. Tout cela est trop abstrait et ne me concerne probablement pas. Je fais comme tout le monde : je fais attention à ma consommation, je ramasse et je trie mes déchets, je ne laisse pas les robinets couler, cela ne suffit-il pas ?

A l'heure de la mondialisation je pense qu'un effort de compréhension s'impose : il faut prendre de la hauteur et essayer de saisir la complexité des rapports que nous établissons tous avec notre environnement global. Car s'il y a quelque chose dont ne pouvons douter c'est bien la causalité. Action, réaction. Chacune de mes actions aura un effet, et c'est de mon devoir d'essayer de comprendre ces effets afin d'agir en connaissance. Lorsque je bois un café à la terrasse d'un restaurant cela sous entend que quelqu'un en a cueilli les grains, que quelqu'un d'autre les a charriés, un autre les a torréfiés et ainsi de suite jusqu'à ce que quelqu'un me le serve dans une tasse. Ce café a sûrement pris l'avion ou le bateau, il a traversé des milliers de kilomètres consommant sa part de carburant, il a été emballé, peut-être dans du plastique lui même dérivé du pétrole et ainsi de suite à l'infini. Aujourd'hui il est impossible de comprendre chaque implication de ses gestes, même les plus triviaux, mais je pense que les ignorer volontairement est un tort. C'est ce qu'on appelle la responsabilité, et c'est le devoir de l'homme libre. N'est libre que celui qui accorde ce droit à tous. Je ne peux faire l'autruche quand d'autres subissent des aliénations par mes actions. Cela voudrait dire que je tolère ces

aliénations, et si je les tolère pour quelqu'un je les tolère pour tous, même pour moi même.

Ainsi si je ne veux pas devenir l'esclave de moi-même ou des autres - et c'est là, il me semble, un désir humain justifié - je dois faire particulièrement attention aux répercussions de mes gestes, quels qu'ils soient. C'est la condition de la vie en communauté dans un monde fini où les ressources sont limitées. Et cela n'est pas impossible comme le prouvent le Japon ou la petite île mélanésienne de Tikopia, cités par Jared Diamond dans son ouvrage *Effondrement*¹ comme exemple de sociétés qui ont réussi à survivre sur des îles, avec les contraintes que cela suppose. Tikopia par exemple compte 1200 habitants sur 4,5km², et est habitée depuis plus de 3000 ans. Cette communauté a pu vivre en autarcie complète - étant située à 130 km de l'île la plus proche - jusqu'à sa découverte par des Européens au cours du XVIIe siècle. Pour cela, elle s'est structurée de manière à préserver ses ressources, et notamment en limitant sa population par un contrôle des naissances. Aujourd'hui encore cette île est préservée. Par souci de respect des traditions et pour maintenir leur équilibre fragile, ces insulaires

ont décidé de refuser l'introduction de l'argent dans leur économie. Une civilisation qui a connaissance de ses limites et qui est responsable, peut perdurer. Mais je ne pense pas que cette attitude soit naturelle, elle est au contraire probablement le fait d'une culture très développée. Une culture qui est capable de dominer les pulsions naturelles de l'homme, destructrices parce qu'inconscientes de leurs répercussions. Cet exemple nous renvoie bien évidemment à notre situation contemporaine où la population globale approche les 7,4 milliards d'individus et où tous aspirent au confort moderne. Qu'est-ce que cela implique ? Est-ce possible ? Comment allons nous gérer nos ressources ? Dans son ouvrage Jared Diamond cite plusieurs exemples de civilisations qui ont disparu et le rôle de 5 facteurs dans leur effondrement : la dégradation environnementale, le changement climatique, des voisins hostiles, la perte de partenaires commerciaux, et les réponses de la société elle-même à ses problèmes environnementaux. Jared Diamond est un éminent scientifique, professeur de géographie à l'*Université de Californie à Los Angeles (UCLA)* et membre de la direction du *World Wildlife Fund (WWF)* aux États-Unis. Sa thèse sur l'effondrement des sociétés nous invite à questionner chacun de ces facteurs à l'heure où notre propre civilisation est probablement à un point de basculement.

ETUDE DE CAS: EXTRAIT DE CARNET DE VOYAGE, HADKHAM, LAOS, JANVIER 2014.

Le petit village de Hadkham au Laos, situé à deux heures de pirogue de la ville la plus proche, est relativement préservé du monde industrialisé global. Ses ressources sont la récolte - difficile - du riz en pleine montagne, l'élevage, la chasse et la pêche. De temps en temps ses habitants vont en ville afin d'échanger des sacs de riz ou un animal contre de l'argent, lequel pourra servir à acheter quelques produits industriels de première nécessité : un nouveau moteur pour la pirogue ou de l'essence, du ciment ou une paire de chaussures, mais pas beaucoup plus. En observant la vie quotidienne de ses habitants et en la comparant avec celle que

je connais en France je me suis fait une idée de certaines constantes humaines, certains comportements et désirs que l'on retrouve probablement aux quatre coins du monde et qui participent aux rapports que nous entretenons avec lui.

A Hadkham, on n'entend pas les oiseaux chanter.

Quand on partait dans la jungle, jamais on ne croisait de serpents, d'écureuils ou quelque animal tropical. La jungle était silencieuse, comme morte. Et pourtant il y avait bien y avoir des animaux si les hommes du village partaient chaque jour à la chasse, leurs mousquets d'un temps révolu planqués dans des cannes en bambou. Le matin, parfois, Ban le fou du village venait nous réveiller en poussant des cris de fierté. Il avait eu quelque chose. Parfois un rat, parfois une hirondelle, petits animaux maigrelets. Mais il était heureux, nous allions pouvoir enrichir notre riz gluant de quelques protéines. Mais où étaient donc passés les autres animaux ? Les avaient-ils tous déjà chassés ?



Tableau de chasse, Hadkham, Laos, 22/01/2014. © Marc Boinet

Je pense que la chasse et la pêche expriment d'une certaine manière le rapport que nous entretenons à la nature, et je pense qu'au Laos ces pratiques diffèrent des nôtres. Par exemple notre voisin à Hadkham tendait de temps en temps un grand filet entre les deux arbres qui jouxtaient le pignon de sa maison. L'homme frappait alors le toit en tôle sous lequel de petits oiseaux s'étaient installés, et tous se prenaient au piège. Après avoir récupéré ses proies il leur attachait de petites ficelles aux pattes, comme s'il s'agissait de ballons, et

les offrait à sa fille, bien vivants. Celle-ci jouait alors avec eux jusqu'à ce qu'ils meurent d'épuisement, sans se préoccuper de leur terreur. Ils allaient de toute façon compléter le repas du jour. La pêche elle aussi se faisait au filet, mais, lorsqu'elle n'était pas bonne, passait à l'électricité. Deux fils reliés aux pôles d'une batterie, chacun accroché à une canne de bambou, le tout se promène dans l'eau, l'arc se crée entre les deux, les poissons remontent à la surface. Les gros sont engourdis, les plus petits meurent, qu'en est-il du reste ? Cela me fait immédiatement penser à la pêche à l'explosif, s'ils en avaient les moyens le feraient-ils ?



Pêche à l'électricité, Hadkham, Laos, 17/05/2014. © Marc Boinet

Je pense que cette vie modeste, ultra locale, génère une perception du monde limitée à l'environnement vécu. Les habitants de Hadkham peuvent pointer leur doigt en direction de la Chine, de la Thaïlande ou du Vietnam voisins, mais ils n'y sont jamais allés. Si quelques privilégiés ont peut-être déjà visité la capitale, la plupart ne s'est jamais éloigné du village de plus d'une vingtaine de kilomètres. Que se passe-t-il derrière la montagne ou en amont de la rivière, pas

de réponse, c'est déjà hors champ. Peut-être que c'est cette perception du monde extrêmement restreinte qui leur fait agir d'une manière qui me paraît inconcevable. Je ressens une violente empathie quand je vois ces oiseaux affolés, battre leurs ailes de toute leur force, espérant se dégager du nœud coulant qui se resserre sur leur patte. Ils s'effondrent, épuisés. La petite fille les met au dessus des braises, déçue qu'ils se soient arrêtés de voler. Alors ils puisent leurs dernières ressources et tentent une dernière vaine échappée. Je n'en peux plus, je confisque les oiseaux à la fille qui s'effondre en larmes et part chercher son père. J'essaie de lui expliquer avec mon peu de vocabulaire Lao que je ne supporte pas cette torture, que c'est inhumain, qu'il doit arrêter. Lui ne comprend pas ma réaction, il est en train d'éduquer sa fille. Il lui montre l'ordre naturel du monde et la laisse s'en amuser. Je me remet en question. Mon empathie est-elle naturelle ? Pourquoi est-ce que je me projette à la place de l'oiseau ? Le chat se projette-t-il à la place de la souris ?

Quand je me révolte contre le sort qui est fait à l'oiseau je me considère son égal, je refuse qu'il lui soit fait du mal car je refuserais que ce mal me soit fait, à moi ou à qui que ce soit. Cela ne m'empêche pas pour autant de manger de la viande. J'accepte de tuer, mais pas la souffrance. Je suis coupable, mais raisonnablement. Telle est l'idée qui sous-tend toute la pensée d'Albert Camus dans son essai philosophique publié en 1951, *L'homme révolté*². Il y a un point de basculement où l'homme se révolte contre une situation qu'il juge injuste, où il décide de ne plus tolérer une situation. Si avant il ne se révoltait pas, pourquoi maintenant ? Et bien parce que toute patience, toute tolérance, toute résignation à une limite qui ne peut être dépassée. Quelle est notre tolérance ? Quelle est notre résignation ? Jusqu'où sommes nous prêts à subir ou voir subir l'injustice ? La révolte est un cri pour notre droit à l'équité et à la justice. Nous pourrions étendre ce droit à tous les hommes d'aujourd'hui et de demain, à l'environnement et aux animaux, sortir de notre anthropocentrisme individualiste, ce serait manière de se responsabiliser. Mais sommes nous capables de nous projeter dans le temps et dans les autres ?

A Hadkham, au contraire, il semblerait que tout soit envisagé du point de vue de sa nécessité première, à court terme : « *Le fruit n'est pas encore mûr mais il faut vite le manger parce que c'est le dernier, qui sait si nous serons encore là demain.* »

Un jour à Hadkham, tout le village s'est mis à s'activer dans une sorte de ferveur incompréhensible pour nous. Les enfants et les chiens couraient partout pendant que les hommes et les femmes s'affairaient. Très vite l'information vint à nous : Somphone, le chef du village, avait eu quelque chose. « *Kuaang, kuaang !* ». On se dirigea vers la maison du chef autour de laquelle tout le monde s'était déjà attroupé. Là, dans la cuisine, une vraie boucherie domestique s'était mise en place. On n'avait jamais vu autant de viande. Somphone vint nous accueillir, le sourire jusqu'au oreilles et les mains dégoulinantes. « *Kuaang, kuaang ! Lap dip kuaang kin dai bau ?* » On ne comprenait toujours pas ce que voulait dire « *kuaang* » alors il nous emmena devant sa maison, où, suspendu au dessus des braises, on vit l'énorme tête de cerf en train de sécher. Merde, il y a des cerfs au Laos ? Eh bien manifestement, oui. Mais c'était la première fois dans l'histoire du village - et probablement la dernière - qu'un cerf passait par là. Et voilà, immédiatement débitée, la viande fut partagée équitablement entre chaque membre de la communauté et dévorée le soir même, il n'y a pas de réfrigérateur.

En France nous avons des quotas de chasse selon les espèces, leur population et leur territoire, cette réglementation permet de préserver la biodiversité. Ainsi nous pouvons encore croiser dans nos forêts des cerfs, des chevreuils et tous ces animaux qui participent à l'équilibre d'un écosystème sans lequel nous ne serions pas là.

A Hadkham il n'y a pas de quotas de chasse, mais il n'y a pas non plus de supermarché où l'on pourrait acheter de la viande. Certains diront que le problème de ces pays agraires provient du fait qu'il n'y a pas de contrôle, pas de réglementation, que les populations locales n'ont aucune conscience globale des effets désastreux sur l'environnement de leur modes de vie.

A cela deux choses:

- Quels sont les moyens de subsistance d'un pays en voie de développement face aux pressions d'un mode de vie globalisé ? Autrement dit, quand nous essayons de leur vendre des télévisions, des voitures et du Coca, comment espérons nous qu'ils se les offrent sans bouleverser leurs échelles de production ? En effet, avant d'avoir accès à la consommation de biens industrialisés, il ne s'agissait pour les paysans laotiens que de subvenir à des besoins très limités. Mais pour s'offrir une télévision, c'est de plusieurs sacs de riz supplémentaires qu'il s'agit. La parcelle à cultiver doit chaque année être plus grande à mesure qu'augmentent les besoins. Et les collines fertiles de la forêt primaire sont relativement difficiles à désherber à la main, d'où l'explosion de la culture sur brûlis et des ravages écologiques qu'elle entraîne.



Incendie volontaire pour la culture sur brûlis du riz, Hadkham, Laos, 17/05/2014. © Marc Boinet

• Je pense qu'il est facile de juger depuis nos pays ultra réglementés, mais il ne faudrait pas oublier que notre développement est seulement permis par l'exploitation des ressources des pays qui ne le sont pas. Nous avons arrêté d'envoyer nos hommes, nos femmes et nos enfants dans les mines, justement parce que maintenant, grâce au développement du marché libéralisé à l'échelle globale, nous pouvons y envoyer ceux des autres. Nous nous indignons contre ces guerres et ces dictatures qui ravagent les pays dits « en développement », mais nous ne pouvons nous passer de leurs ressources que nous payons au prix du sang. C'est l'exemple du coltan, ce minerai appelé « or gris » exploité notamment au Congo dans des conditions inhumaines, et dont l'industrie a besoin pour fabriquer nos téléphones portables - qui seront probablement assemblés par des enfants chinois.³

Que disent toutes ces observations ? En fait, nous sommes tellement saturés d'informations que nous n'y faisons même plus attention.

C'est sans transition que ces sociétés préindustrielles se sont retrouvées connectées au monde et absorbées dans la quête de confort moderne, et il est impossible de leur en vouloir. En observant ce choc culturel nous avons constaté l'écueil abyssal auquel nous sommes tous confrontés, en tant que membres de cette société globale. Quand je crois que les répercussions de mes actions sont négligeables, le sont-elles réellement si je les multiplie par 7 milliards ? Telle est la question que je dois me poser si je veux être libre. Si chaque être humain possède un téléphone, un ordinateur, une voiture, une maison, et consomme autant de viande, d'eau ou d'électricité que moi, quels en seraient les répercussions ? Cette vie serait-elle possible ? Probablement pas. Si cette surconsommation est impossible cela sous-tend donc que nous vivons à crédit, comme l'annonce chaque année le *Earth Overshoot Day*³, ou « Jour du dépassement global », qui est la date théorique à laquelle nous avons consommé toutes les ressources renouvelables sur une année. Cette date est calculée par le Global Footprint Network depuis 1986, et le 13 août 2015 nous avons déjà consommé toutes les ressources que nous aurions pu renouveler sur l'année, les

4 mois et demi restants étant à crédit. En 2014 c'était le 19 août et ainsi de suite. Si les habitants de l'île de Tikopia, dont nous avons parlé plus haut, consommaient leurs ressources plus vite que celles-ci ne se renouvelaient, leur civilisation aurait probablement déjà disparue, comme celle de l'île de Pâques⁴. Une consommation à crédit implique nécessairement une dette à rembourser, tôt ou tard. Cela implique également une hiérarchie entre ceux qui peuvent consommer et ceux qui ne le peuvent pas, ceux qui sont libres et ceux qui ne le sont pas, entre les maîtres et les esclaves.

Mais la situation n'est pas irrémédiable. Nous possédons aujourd'hui les outils et les connaissances non seulement pour être en mesure d'appréhender les répercussions de nos actions, mais aussi pour agir en connaissance de cause. Au moment de la conférence des Nations Unies sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre 2015 il est important que tous les acteurs se mobilisent pour décider de réduire leurs émissions de carbone. Personnellement, je pense qu'il est essentiel que les architectes considèrent les impacts de leurs choix de matériaux et de mise en œuvre, sachant qu'ils impliquent nécessairement des externalités négatives sous-tendues par les notions d'impact environnemental, d'énergie grise et de disponibilité.

Pour ne citer que cet exemple, je pense qu'il est absolument nécessaire de changer de cap et de réduire drastiquement notre consommation de béton dans la construction. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le sable est la troisième ressource naturelle la plus consommée au monde après l'air et l'eau et qu'il est menacé de disparition, comme le souligne le documentaire de Denis Delestrac *Le sable - enquête sur une disparition*⁸ (Récompenses : FICMA 2013 - Golden Sun, Prix considéré pour le Nobel de l'Environnement, Prix de l'impact FIGRA-AMNESTY INTERNATIONAL), qui montre une réalité trop peu médiatisée jusqu'ici. Le béton est le matériau manufacturé le plus utilisé dans le monde : nous en coulons plus de 6 milliards de tonnes par an, soit presque une tonne par habitant. Il s'agit d'un quasi monopole et celui-ci est favorisé par son faible coût, faussé par la non prise en compte de sa consommation de sable. Le sable

marin, qui est celui qu'on utilise le plus dans le béton, est supposé être « gratuit » et son exploitation est peu réglementée. Chaque seconde, ce sont 2400 kg de sable qui sont extraits des littoraux, soit 75 millions de tonnes par an. En tout nous consommons 15 milliards de tonnes de sable par an, et cette consommation ne fait qu'augmenter.⁹ Il faut évidemment rappeler que le sable marin joue un rôle irremplaçable dans l'écosystème: entre autres il protège nos littoraux de l'érosion et héberge les premiers maillons de la chaîne alimentaire sous-marine. En Indonésie et aux Maldives des dizaines d'îles ont déjà disparu et la pêche, qui constitue une part non négligeable de ces économies, est menacée. La disparition du sable sur nos plages est estimée d'ici à 2100.¹⁰

Il est à mon avis dommageable que ces mises en garde éthiques et écologiques ne soient pas ou trop peu enseignées en école d'architecture, alors que les domaines de la construction et de la planification urbaine sont parmi les premiers à mettre en péril l'équilibre par lequel nous existons. Il est désagréable pour moi de tenir ce discours moralisateur, mais je ne peux me résoudre à faire l'autruche. Je pourrais aussi directement donner mes conclusions, mais l'on oublierait vite ce qui les fonde et qui ne concerne évidemment pas que l'architecture. Il s'agit véritablement de prendre conscience des interdépendances du monde contemporain afin d'être en mesure d'adopter une position réellement responsable, sans laquelle notre survie en tant que civilisation, puis en tant qu'espèce, est menacée. De plus, n'oublions pas que nous ne sommes pas les premières victimes de nos actions, et que si nous voulons être libre nous devons accorder ce droit à tous.

-
1. Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Folio Essais n.513, 2006, p.468-482
 2. Martin Boudot, *Les secrets inavouables de nos téléphones*, production Luc Hermann et Paul Moreira, première diffusion le 4.11.2014
 3. Le dessous des cartes, *Les îles de déchets*, Arte Studio, première diffusion en février 2011, documentaire consultable sur le site <http://ddc.arte.tv/nos-cartes/des-iles-de-dechets>
 4. WWF, *Rapport Planète Vivante*, 2014, téléchargeable sur le site http://www.wwf.fr/vous_informer/rapport_planete_vivante_2014/
 5. WWF, *L'urgence*, consultable sur le site <http://urgence.wwf.fr/lurgence/>
 6. Jour du dépassement global, consultable sur le site <http://www.overshootday.org>
 7. Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Folio Essais n.513, 2006
 8. Denis Delestrac, *Le sable : enquête sur une disparition*, production RTE France, Rappi Productions, La Compagnie des Taxi-Brousse, 2011
 9. *ibid*
 10. *ibid*

B. LA DISPARITION DU DROIT À LA VILLE

ENJEUX DE POUVOIR DU MODE DE VIE URBAIN, DU STATUT DE CONSOMMATEUR PASSIF À CELUI D'ACTEUR POLITIQUE

« Dans un vieux quartier résidentiel de Wuhan, en Chine, que des voies de chemin de fer désaffectées transpercent parallèlement au Yangtze, des habitations hétéroclites, de trois ou quatre étages chacune, se serrent le long de ruelles tramées. Le soir ce quartier est désert à part quelques rares échoppes qui semblent résister au couvre-feu. Mais dès l'aube, toutes les lumières domestiques s'allument et les volets roulants se lèvent, dévoilant pour chaque rez-de-chaussée ou presque, des étals. Et doucement les rues se remplissent. Les camions en retard peinent à venir y livrer leurs marchandises tant les piétons fourmillent. Seuls les vélos, chargés à en défier la gravité, parviennent à se faufiler. Les sons et les parfums rivalisent de présence, là des épices et du thé, là des matériaux, des vêtements ou des objets, tous les sens du passant sont stimulés. Dans ce quartier l'habitat dévoile ses richesses. La rue semble pénétrer l'habitation dans son espace dédié à l'activité économique, et celle-ci semble déborder et transpirer à son tour dans la rue.»

Extrait de Carnet de Voyage, Wuhan, Chine, Septembre 2014.

Je dirais de ce quartier qu'il possède un fort caractère urbain car les usages qui y prennent corps sont représentatifs des traits et des couleurs de ceux qui les produisent. Cette qualité va générer un certain pouvoir d'attraction par rapport à son environnement et donc une économie, ce qui n'est absolument pas le cas de la nouvelle banlieue de Wuhan qui est pourtant en plein processus d'urbanisation. Selon moi ce processus en cours, même à terme, ne produira pas des espaces aussi qualitatifs. La volonté des autorités locales est d'étendre les limites de la ville en absorbant les campagnes et les villages environnants, avec pour objectif de faire passer sa population de 10 à 20 millions d'habitants d'ici à 2020. Les terres agricoles sont rachetées par l'État qui commence par

tramer son nouveau territoire à l'aide d'infrastructures et de réseaux pour en fluidifier la circulation et permettre l'établissement de nouveaux quartiers. Ces quartiers, dont la publicité est matraquée tout au long des axes routiers, rivalisent de luxe, d'écologie ou de vivre-ensemble. Ce nouveau tissu urbain, qui est composé de tours ou de pavillons, prolifère et floute les limites de la ville. C'est une zone informelle qui se dilue progressivement dans la campagne, reliée aux centres par des voies rapides peu fréquentées mais qui anticipent la densification. De là naissent des visions étranges que je n'ai jamais vu ailleurs. Au bord d'un lac en pleine campagne, lorsque le smog se dissipe enfin, on peut apercevoir l'horizon. Il est ceinturé de tours et de grues qui émergent par

grappes éparses à l'infini, il semblerait qu'on soit dans une zone dont on ne puisse s'échapper.

Le centre ville aussi est en pleine mutation. Des quartiers populaires entiers, à beaucoup d'égards similaires au quartier évoqué plus haut, sont progressivement rasés à la faveur de tours, de boulevards et de centres commerciaux, supprimant par la même occasion la vie qui y régnait : les édifices qui y avaient écrit une histoire, les habitants qui leur donnaient une substance, les symboles par lesquels on se les représentait, et enfin leur économie propre. Wuhan, comme le reste du pays, est en chantier, produit et source d'un taux de croissance à deux chiffres (14,2% en 2007). La croissance du PIB d'un pays ou d'une ville génère un accroissement de ses richesses matérielles et financières, et donc de son pouvoir. Mais la planification fonctionnelle de ce développement se fait à des échelles abstraites pour le citoyen qui y

perd par la même occasion le pouvoir de produire lui-même les espaces dans lesquels il vit. En faisant table rase on supprime tout ce qui aurait permis à un tissu parfois ancien et légitimement ancré de se régénérer par lui-même. Il me semble que les villes qui tentent de suivre le rythme effréné de la mondialisation mettent en place des politiques opposées aux processus de résilience naturelle des tissus urbains et de leurs habitants.

L'économie et le commerce sont à l'origine de la ville et celle-ci est depuis toujours le lieu où l'on se retrouve pour échanger des biens et des services. La ville, le village, le bourg sont des lieux qui concentrent des activités humaines dans le but d'en mutualiser les effets. Certaines activités sont par essence rurales et nécessitent de s'étendre dans l'espace, comme celles qui ont trait à l'exploitation des ressources naturelles. Le commerce, la politique ou l'artisanat sont au contraire des activités qui peuvent se concentrer spatialement et ne nécessitent pas de proximité immédiate avec les ressources naturelles. Elles présupposent et sont définies par une concentration d'échanges entre les hommes et sont donc par essence urbaines. Lorsque des hommes se rencontrent habituellement en un lieu pour produire et échanger, ce lieu va lui-même être produit physiquement et virtuellement par les usages qui s'y déroulent. L'urbanité est ce caractère donné à un lieu par le fait d'être habité et approprié par des groupes. Lorsque la ville n'est pas produite par ses habitants ni par leur désir, et qu'elle est au contraire planifiée d'en haut par l'État au moyen d'un urbanisme purement fonctionnel, une inadéquation entre l'espace, les désirs et les usages peut apparaître. Cette inadéquation de l'espace n'est pas mauvaise a priori, mais dans son incapacité à se laisser approprier et à permettre l'épanouissement des habitants, la ville peut perdre sa valeur d'usage au profit de sa valeur d'échange.

Henri Lefebvre dans son ouvrage *Le droit à la Ville*, paru en 1968, nous livre quelques mois avant les émeutes parisiennes - qu'il influencera directement par son enseignement à l'université Paris-X Nanterre - une réflexion philosophique et sociologique sur l'urbanisation post-industrielle française. Il introduira notamment les notions



Contraste urbain, Wuhan, Chine, 23/09/2014. © Marc Boinet

de valeur d'usage et de valeur d'échange autour desquelles s'articuleront ses idées.

« [...] la ville et la réalité urbaine relèvent de la valeur d'usage. La valeur d'échange, la généralisation de la marchandise par l'industrialisation, tendent à détruire en se la subordonnant la ville et la réalité urbaine »¹.

Ces notions apparemment contradictoires - la première donne à la ville sa qualité alors que la seconde tend à la détruire - sont pourtant toutes les deux des conditions d'existence de la ville : cette dernière ne peut exister que si elle concentre et favorise des échanges économiques mais elle doit également être un lieu de vie et d'épanouissement social.

L'observation que l'on a pu faire de la ville de Wuhan est similaire à ce que l'on pourrait observer dans la majeure partie des métropoles mondiales et fait écho à l'analyse de Lefebvre sur le développement urbain français après la seconde guerre mondiale. Pour lui, la ville moderne est le siège de tensions nouvelles qui menacent son équilibre. Celles-ci prennent leur origine dans les stratégies de domination de la bourgeoisie capitaliste sur le prolétariat. Il observe et dénonce cette domination qui tend à supprimer la valeur d'usage des villes au profit de leur seule valeur d'échange.

Pour se reconstruire, la France des années 50 fait tourner son industrie à plein régime et fait venir une main d'œuvre importante qu'elle n'a pas les moyens de loger. S'ajoute à cela une explosion des naissances et un afflux des citoyens vers les grandes villes en pleine mutation, qui voient des bidonvilles se former à leur périphérie. L'offre privée de logement ne suffisant plus à répondre à la demande et la forme des villes devenant incontrôlable, l'État va expérimenter un urbanisme fonctionnaliste - symbole des nouvelles prescriptions modernes - et planifier la construction de nouveaux ensembles et de villes nouvelles pour répondre à ces besoins pressants. La notion de banlieue émerge alors et cherche sa propre identité.

LA BANLIEUE SE DIFFÉRENCIE DES BOURGS D'ALORS, QUI ÉTAIENT À PROXIMITÉ IMMÉDIATE DES VILLES, EN CE QUE SA CENTRALITÉ ARTIFICIELLE NE PARVIENT PAS À LUI DONNER L'AUTONOMIE DONT ELLE A BESOIN.

Ces villes et quartiers nouveaux se limitent essentiellement à la fonction d'habitation et prennent généralement la forme d'additions fonctionnelles et productives de logements, soit sous la forme d'un étalement pavillonnaire, soit sous forme de nouveaux ensembles de tours et de barres. La non mixité sociale et l'improductivité économique de ces espaces tend alors à les transformer en ghettos dont la forme même empêche l'appropriation. Pour Henri Lefebvre, l'urbanisme technocratique et rationaliste moderne ne produit pas, contrairement à ce qu'il peut sous-entendre, de l'urbanité. Selon lui l'urbanité n'est pas le corollaire de l'urbanisme puisqu'elle ne peut-être produite que par la valeur d'usage, c'est-à-dire par une appropriation des groupes qui l'habitent. L'urbanité, en tant que produit de l'appropriation, ne peut, par essence, être planifiée. Henri Lefebvre nommera cette crise des villes : « l'urbanisation désurbanisée. »

Selon Lefebvre, cette crise de la ville n'est pas fortuite et relève au contraire d'une stratégie de classe.

« Dans [cette crise de la ville] interviennent activement, volontairement, des classes ou des fractions de classes dirigeantes, possédant le capital (les moyens de production) et gérant non seulement l'emploi économique du capital et les investissements productifs, mais la société entière, avec emploi d'une partie des richesses produites dans la « culture », l'art, la connaissance, l'idéologie ». »²

On voit bien dans ce raisonnement la persistance de l'idéologie marxiste encore pertinente à l'époque et dont Lefebvre était imprégné. En effet, l'idée même de classe sociale sous-tend celle d'une opposition entre différents groupes, en l'occurrence ici entre ceux qui possèdent

les moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur force de travail. Les différents groupes qui composent une société ont toujours dû faire valoir leurs intérêts, et c'est par l'opposition et la lutte que ces derniers se sont exprimés. Selon Lefebvre, quand cette lutte entre groupes sociaux prend corps dans l'espace public et que celui-ci devient lui-même un enjeu de lutte, c'est alors qu'il prend tout son sens et sa valeur démocratique. Par opposition, lorsque l'espace public n'est plus le théâtre de ces tensions et qu'il ne représente plus que les intérêts de la classe dirigeante alors il n'y a plus de démocratie et il ne reste que la domination d'un groupe sur un autre.

La crise de la ville que Lefebvre critique doit être comprise comme une stratégie globale de domination ayant pour finalité la protection du pouvoir et l'aliénation des classes laborieuses par leur soumission au règne de la consommation, qui lui-même sert à la reproduction du pouvoir. Lefebvre nous a offert il y a bientôt 50 ans déjà une lecture lucide de cette stratégie dont nous continuons encore aujourd'hui à subir les conséquences : celle de la société de consommation et des enjeux de domination qu'elle sous-tend.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il me semble que la situation décrite par Lefebvre est non seulement encore d'actualité mais qu'elle s'est aggravée. La richesse économique et le plein-emploi des trente glorieuses avait permis à l'État de mener une politique volontaire par rapport à une situation de crise du logement et à la nécessité de s'adapter aux enjeux de la mondialisation. Aujourd'hui le plein-emploi n'est plus et nous nous enfonçons dans une crise économique qui redistribue les cartes du pouvoir. On observe de plus en plus que les États endettés n'ont plus les moyens de fabriquer ni d'entretenir la ville ; ils délèguent ce pouvoir fondamental à des institutions privées qui la remodelent selon leur objectif propre : la rentabilité économique, soit la valeur d'échange, confirmant les peurs de Lefebvre.

Le documentaire audiovisuel *Mainmise sur les villes* réalisé par Claire Laborey et produit par Chamareops

et Arte France (première diffusion le 1er septembre 2015) questionne la démocratie urbaine et la manière dont sont fabriquées les villes aujourd'hui. Depuis 2008, les villes d'Europe cèdent de manière croissante des quartiers entiers à des opérateurs privés afin qu'ils réalisent des opérations de renouvellement urbain. Pour illustrer l'orientation des nouvelles politiques de fabrication de la ville, Claire Laborey et Marc Evreux citent en exemple les cas de Londres et de Hambourg avec les Business Improvement District (BID). Né dans les années 1970 au Canada, le concept du BID est de faire investir des propriétaires privés pour financer les opérations de rénovation et de revalorisation urbaine, en coopération avec les instances publiques.

Ce concept n'est pas mauvais a priori car il permet à des groupes volontaires de négocier avec les élus les orientations et les modes de fabrication de leur espace public. Chaque ville, quartier ou îlot pourrait donc en théorie être réapproprié par les propriétaires-usagers qui l'occupent et selon leurs moyens propres. Mais en réalité ces partenariats public-privé sont pour la plupart contractualisés avec des propriétaires dont l'objectif principal est la rentabilité, c'est-à-dire la valeur d'échange de l'espace. Il en résulte que les opérations de BIDs sont surtout menées par de grands groupes commerciaux qui façonnent la ville à leur image et pour leur intérêt propre. Dans la ville de Londres par exemple, il y a eu une dizaine d'opérations de BID réalisées en 2015 faisant passer à 50 le nombre de ces espaces publics devenus quartiers privés à intérêt commercial, comme autour de la City et dans les secteurs de Waterloo, Bankside, Holborn, Paddington ou encore Piccadilly³. Pour justifier ces politiques de privatisation, les entreprises se font souvent passer pour les victimes de la criminalité urbaine qui doit donc être régulée pour la santé et l'attractivité économique de leurs quartiers, et ainsi favoriser l'emploi. La chambre du commerce britannique prend la défense des entreprises et affirme :

« La criminalité contre les entreprises fait beaucoup de victimes. Les propriétaires d'entreprise sont affectés par les coûts, directs ou indirects, que leur impose la criminalité. Des employés sont

apeurées et démoralisées par les actes délictueux. La prospérité des communautés locales – qui dépendent des entreprises florissantes pour gérer la richesse – en pâtit, pendant que la criminalité perpétrée contre les entreprises entrave leur croissance. Bref, l'impact économique, social et psychologique de la criminalité contre les entreprises peut être dévastateur. »⁴

C'est donc en se positionnant en tant que victimes que les entreprises deviennent les partenaires des pouvoirs publics pour mener des opérations de réhabilitation urbaine et lutter contre la criminalité. La nouvelle orientation de ces quartiers s'observe alors au travers des chartes ou des règlements qui définissent le cadre dans lequel les citoyens peuvent faire usage de ces espaces. Par exemple, il est fréquent qu'il y soit interdit de manifester, de mendier, de faire du skateboard et même parfois de manger et de boire. Invoquant la propreté des espaces ainsi que la tranquillité et la sécurité des riverains, il s'agit surtout de réprimer tous les comportements n'allant pas dans le sens de la valeur d'échange et de la rentabilité de ces espaces. Si je manifeste, mendie ou fais du skateboard, je ne suis pas là pour consommer, voire je gêne le consommateur potentiel. Et aujourd'hui, de la même manière que je ne peux m'installer à la terrasse d'un café pour consommer quelque chose que j'aurais ramené de l'extérieur, il peut être interdit de pique-niquer dans l'espace public. Pour faire respecter ces règlements, les propriétaires investissent également dans des systèmes de vidéosurveillance et emploient des entreprises de sécurité privées pour faire respecter leurs lois - quand ce ne sont pas les forces de police elles-mêmes qui expulsent de ces quartiers les mendiants ou toute personne au caractère jugé *déviant*. Mais les phénomènes d'exclusion spatiale ne concernent pas seulement les populations marginales : elles touchent également toutes les personnes ayant de faibles revenus, notamment à cause des phénomènes de spéculation foncière et de gentrification. Un quartier sécurisé et propice à la consommation va naturellement voir sa valeur d'échange augmenter, et exclure de fait les résidents dont les moyens ne permettront plus d'y vivre, et plus largement tous les individus n'ayant pas les moyens d'y consommer.

Ce sont des politiques similaires qui ont été mises en place pour le projet phare du Grand Paris EuropaCity, aménagé par le groupe Auchan sur 80Ha près de l'aéroport Charles de Gaulle, pour près de deux milliards d'euros, et confié à l'agence d'architecture B.I.G. L'objectif avoué de l'agence est de flouter les limites entre espace public et espace commercial privé afin d'inventer de nouveaux modes de consommation et de renouveler ainsi l'attractivité et le vocabulaire des centres commerciaux⁵. Dans le centre-ville de Hambourg, c'est l'entreprise Ikea qui investit dans la rénovation urbaine avec sa propre filiale spécialisée dans l'aménagement. Elle réalise donc des carrefours routiers, installe de l'éclairage urbain et s'occupe de la gestion de cet espace public cédé par la ville. Elle mène également des opérations similaires en Belgique, en Pologne et au Royaume-Uni où l'entreprise investit dans la création de quartiers résidentiels⁶. Mais que se passe-t-il quand on se meuble chez Ikea, mais que l'on mange aussi Ikea, que l'on s'habille Ikea, que l'on habite dans une résidence Ikea avec des employés d'Ikea, que notre sécurité est assurée par Ikea, et que nous ne nous en apercevons même plus, parce que c'est devenu normal? Notre quotidien se règle alors sur un rythme artificiel parfaitement calibré où tout est sous contrôle - et surtout les individus - afin d'accéder enfin au bonheur d'une vie facilitée et sécurisée, où la consommation sur mesure répond à tous nos désirs d'épanouissement.

La question qui se pose alors est de savoir si ces nouveaux espaces peuvent encore être qualifiés de publics s'il sont réservés à une certaine catégorie d'individus et/ou entièrement gérés et réglementés par des entreprises privées pour leur propre intérêt. L'espace public n'est-il pas fondamentalement gratuit, ouvert à tous et par dessus tout le lieu de la liberté d'expression et du débat citoyen? Quand nous abandonnons l'espace public au privé, ne sont-ce pas notre liberté et notre autonomie que nous sacrifions ? La multiplication de ces pratiques - qui prolifèrent parce qu'elles prouvent leur rentabilité - semble alors mettre directement en péril l'avenir démocratique du monde.

-
1. Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 3e éd (2009), p.4.
 2. *Ibid* p.11.
 3. Claire Laborey, *Mainmise sur les villes*, Chamareops et Arte France, 01.09.2015
 4. In Steve Hill, *Setting Business Free from Crime* [en ligne], The British Chambers of Commerce, avril 2004, p. 15. cité dans *La privatisation de l'espace public*, consultable sur le site http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2008.bell_e&part=137531
 5. Claire Laborey, *Mainmise sur les villes*, Chamareops et Arte France, 01.09.2015
 6. *Ibid*





II.

RÉSISTER C'EST CRÉER

Lorsque la lutte nous fait prendre
conscience de nos libertés

Le constat des désordres, des injustices et des aliénations provoquées par le mode d'organisation capitaliste nous invite au doute. Nous vivons dans une époque dite de « crise(s) » où celles-ci s'enchaînent, embrassant tour à tour tous les champs du réel et impactant de fait notre quotidien. Nous sommes tous à la fois bourreaux et victimes de la dégradation du lien social, de l'endettement et du réchauffement climatique, et force est d'avouer que le néolibéralisme, c'est nous. Chacun de nos faits et gestes a des répercussions à l'échelle mondiale et nous sommes devenus totalement dépendants d'un système agonisant dont peu de gens savent comment s'affranchir. Malgré tout, une prise de conscience collective est également à l'œuvre, fruit d'un quotidien impacté qui doit s'adapter aux évolutions du monde. Pour pouvoir juger d'une situation et la critiquer il est nécessaire, lorsqu'elle nous concerne, de pouvoir s'en émanciper, de prendre du recul et de tâcher de l'examiner dans son ensemble. Sans ce mouvement d'écart la critique demeure partielle et ne peut prétendre à un jugement objectif de la situation donnée. Mais un changement s'opère : par ce mouvement d'écart la situation n'est plus subie, l'ordre établi n'apparaît plus comme inévitable et redevient un système particulier dont on peut s'affranchir, la liberté individuelle s'en voit alors augmentée. Lorsque l'on décide de critiquer on s'ouvre alors à une autre dimension de la réalité et on renouvelle sa perception du monde. Et lorsque ce mouvement de la pensée débouche sur l'action, alors la critique impacte le réel en y prenant corps. La résistance va alors pouvoir viser la transformation du monde ou la création d'un monde de remplacement et devenir par la même occasion un acte fondamentalement créateur.

A. RECONQUÉRIR LA VILLE

« La vie devient résistance au pouvoir quand le pouvoir prend pour objet la vie ». G. Deleuze

Nous avons vu que la ville et l'espace public produisaient des rapports sociaux et que ce sont ces rapports qui donnent à la ville son caractère urbain. L'espace public a une fonction critique dès lors qu'il devient le terrain où s'expriment les différents groupes sociaux qui l'habitent. Quand la ville et la rue deviennent stériles, quand le débat public n'a plus lieu et que les tensions sont masquées au nom d'un ordre supérieur qui ne tolère pas d'affront, alors la résistance s'impose. Manifester dans la rue c'est déjà la revendiquer comme espace d'expression et de liberté, c'est déjà ébranler la soumission d'une vie de repli sur soi et chez soi. Revendiquer son droit à la ville et à l'espace public c'est revendiquer son droit à la démocratie.

Les rassemblements populaires contre la crise d'austérité à la *Plaza del Sol* à Madrid le 15 mai 2011 n'ont pu être contenus par les forces de l'ordre, débordées par l'ampleur du phénomène : plus d'une centaine de milliers de personnes avaient pris d'assaut et occupait illégalement la place, jour et nuit, pendant plusieurs semaines. Les manifestants y avaient volontairement élu domicile, installant tentes, campements de fortune, cuisines collectives et espaces de débat. La rue et la place avaient alors retrouvé leur statut d'espace public dédié au débat critique.

Des mouvements similaires prirent place dans la foulée et dans de nombreuses villes occidentales sous les noms des 99%, des *Indignés* ou d'*Occupy*. Pour ma part c'est en octobre 2011 que je décidai pour la première fois de participer à ce mouvement de contestation globale. Sans vraiment savoir quelles en étaient les fins, le seul fait qu'ait

lieu à ce moment-là, dans l'espace public de Paris, des débats citoyens questionnant l'état du monde et la démocratie, m'intéressait terriblement. Il y avait ce sentiment que quelque chose changeait dans les mentalités, que partout dans le monde des mouvements collectifs de contestation et de prise de conscience voyaient le jour.

Le 4 novembre 2011 nous établîmes un camp sur le parvis de la Défense, au cœur de la finance française. Contrairement à Madrid nous n'étions qu'une centaine, mais cela n'affaiblissait pas notre désir de reconquête. En septembre le mouvement *Occupy* avait déjà pris d'assaut *Wall Street* en établissant un camp d'un millier de personnes dans *Zuccotti Park*. Dans les semaines qui suivirent ce sont plus de 1500 villes dans 82 pays qui se joignirent à la contestation. Nous suivions la marche : il s'agissait, comme partout dans le monde, de contester l'ordre établi et la machine capitaliste en occupant la rue de manière spontanée, en expérimentant *in situ* et *in vivo* de nouvelles manières d'être ensemble et de faire démocratie.

Bien plus que de simples manifestations ces insurrections populaires ont renversé les schémas classiques de la contestation largement contrôlés par l'État, les partis politiques, les syndicats ou les autres représentants de l'ordre établi. Une nouvelle forme de radicalité se mettait en place, absolument non hiérarchique et sans porte-parole, où des instances de démocratie directe avaient pour fin et pour moyen le débat critique ouvert à tous. Ce mode de fonctionnement avait davantage pour but de faire se rencontrer et débattre ouvertement tous les citoyens et les passants intéres-

sés que d'apporter quelque solution miracle aux différentes crises. La prise de pouvoir n'était en aucun cas ni un but ni même un objectif. De là l'incompréhension générale tant du point de vue de l'État que de l'opinion publique.

Si certains y avaient vu l'opportunité d'une révolution, d'un renversement de l'ordre établi ou d'une prise de pouvoir, ils s'étaient largement trompés. Les insurrections du Printemps Arabe sont nées de peuples exprimant leur indignation et leur juste révolte. Mais en voulant la révolution elles n'ont pu empêcher la récupération de leur énergie par de nouveaux pouvoirs autoritaires dont rien ne garantit qu'ils soient plus démocratiques. La nouvelle radicalité comme elle fut exprimée par les Indignés ou par les mouvements similaires avait pour principale caractéristique d'être fondamentalement anti-autoritaire. Elle déjoua ainsi le piège du pouvoir en refusant d'y prendre part.

Lorsque la répression ou la lassitude vint à bout de ces manifestations dans l'espace public, les mouvements se dispersèrent et s'évanouirent dans le monde pour se reformer ailleurs. Cette capacité de dispersion qui reprend pour elle des techniques dites de «*guérilla*», et le fait qu'aucun leader ou formation de pouvoir n'ait été revendiqué, a empêché le pouvoir d'en définir les contours et d'en venir à bout. Lorsque ces mouvements se sont dispersés, l'indignation et la rébellion contre l'ordre établi ne sont pas morts mais ont continué de vivre en chacun des citoyens qui y avait pris part, même si ceux-ci sont retournés à leur vie quotidienne.

L'expérience que nous avons vécue lors de ces mouvements a eu pour principal effet de nous faire prendre conscience du fait que nous n'étions pas seuls à vouloir changer les choses. Nous nous sommes rendus compte de ce que nous avons en commun malgré nos différences, qu'il y a un socle commun où l'homme rencontre l'autre pour lutter ensemble contre ce qui nous oppresse tous. Certains ont pu rencontrer d'autres personnes ayant le même désir de vivre autrement, et ont ainsi formé des groupes d'affinités qui ont perduré après la dispersion du mouvement. Ces groupes restreints poursuivent aujourd'hui la lutte à leur échelle et le

plus souvent en dehors du champ du pouvoir et du spectacle.

Car s'ils ont bien compris quelque chose, c'est que les forces de l'ordre établies n'ont aucune limite lorsque le pouvoir se sent menacé. Aucun Etat n'abdiquera sa souveraineté sans jeter dans la bataille toute la violence dont il est capable, dès qu'il pourra la justifier. C'est pour cela que la plupart des nouveaux mouvements de contestation prônent la non-violence de principe, car chaque action violente contre l'État sera prétexte à représailles, considérées comme légitimes et dans le droit, invoquant jusqu'à la lutte antiterroriste.

L'ÉTAT SPECTACULAIRE SOUS L'ŒIL DES CAMÉRAS TENTERA EN PRIORITÉ DE S'ASSURER L'ADHÉSION DE L'OPINION PUBLIQUE, NATIONALE ET INTERNATIONALE, GRÂCE À LA PROPAGANDE ET AU CONTRÔLE DES MÉDIAS.

Heureusement pour les révolutionnaires du monde entier les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) jouent en faveur des deux camps. Les smartphones peuvent tous potentiellement être écoutés, enregistrés, traqués. Mais ils permettent également aux activistes de filmer et de transmettre en direct sur la toile les événements dont ils sont les témoins, fournissant ainsi une multiplication des points de vue sur une situation, et facilitant la construction d'un jugement objectif. De la même manière les recherches et les conversations sur internet sont susceptibles de devenir des motifs de suspicion et de surveillance, mais elles sont aussi des outils redoutables d'information et de communication pour ceux qui savent s'en servir. Les technologies usées à bon escient tendent à rétablir un équilibre des forces en assurant un moyen de défense pour les mouvements de contestation. L'information et la communication sont aujourd'hui les enjeux principaux pour toute lutte qui ne voudrait pas disparaître et continuer de mener des actions dans la sphère publique : elles permettent le soutien de l'opinion publique qui est la seule défense réelle

contre l'ordre établi.

Il est compréhensible en effet que certaines luttes ne veuillent pas disparaître. Parfois, comme lors de l'occupation de la place de la Défense par les Indignés, l'émulation créée par l'expérimentation de nouvelles façons de vivre ensemble peut avoir un parfum d'utopie. Ce camp semi-autonome installé dans l'espace public était un espace-temps en dehors de l'ordre établi et donc non soumis à ses règles. Il était un pied-de-nez à la finance globale qui l'observait depuis ses tours de béton, d'acier et de verre, et qui envoyait chaque soir ses armées de CRS le détruire.

Mais pendant un mois nous avons tenu. Les tentes et le matériel de campement que nous avons ramené les premiers soirs avaient été confisqués et nous subissions

une campagne de démoralisation de la part des forces de l'ordre. Afin de pouvoir continuer à manifester et à revendiquer notre droit à la ville, afin de pouvoir continuer à critiquer et à débattre dans l'espace public, nous devions nous l'approprier. Nous devions construire, nous avions besoin de confort, d'espaces où dormir, où cuisiner, où nous réunir, où accueillir les passants à qui nous expliquions notre démarche. Pour cela nous avons donc dû faire preuve de créativité. C'est pour cela que pendant un mois, à chaque fois que le camp était détruit par les forces de l'ordre, nous le reconstruisions avec ce que nous avions sous la main, des cartons et des palettes, en y apportant à chaque fois des améliorations. Nous en dessinions les plans à la craie sur les dalles en béton de la place, nous en réalisions les maquettes avec les tracts du mouvement.

ARCHITECTES OU NON NOUS AVIONS TOUS LE BESOIN IRRÉSISTIBLE DE BÂTIR NOTRE CONFORT ET DE NOUS APPROPRIER CET ESPACE AFIN DE LE PARTAGER AVEC TOUS.

Mais les forces de l'ordre agissaient en toute légalité. La loi Loppsi2 de 2010 (Loi d'Orientation et de Programmation Pour la Sécurité Intérieure) permet, par arrêté préfectoral et sans avoir recours à un juge, d'expulser dans un délai de 48h toute personne vivant dans un logement susceptible de «comporter de graves risques pour la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique», et de détruire celui-ci. Cette loi ne concerne bien évidemment pas que les manifestants occupant l'espace public, mais surtout tous ceux qui, volontairement ou non, y ont élu domicile, et plus largement tous ceux qui ne vivent pas selon la norme. Ainsi en est-il des squatters, des Roms ou des SDF, qui en premier lieu sont ceux qui subissent les incohérences et les injustices de notre société¹.

Etant confrontés à une situation juridique qui permettait à l'État de justifier ses assauts et sa campagne de démoralisation, nous avons alors décidé avec un groupe d'Indignés de créer un groupe de travail sur l'architecture



Bruck, dessin extrait de *Ici, on broie du noir*, Reportages Dessinés, (4ème de couverture), 4ème trimestre 2012.

et d'élaborer un projet d'abris légaux. En nous inspirant du travail de Patrick Bouchain et de Banksy nous voulions exploiter le vide juridique qui entoure la protection des œuvres d'art afin de légaliser une œuvre collective.

En effet la loi n.92-597 du 1 juillet 1992, du Code de la Propriété Intellectuelle relative au Droit d'Auteur, stipule que :

«L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous (article L.111-1);

L'œuvre est réputée créée, indépendamment de toute divulgation publique, du seul fait de la réalisation, même inachevée, de la conception de l'auteur (article L.111-2);

Les dispositions du présent code protègent les droits des auteurs sur toutes les œuvres de l'esprit, quels qu'en soient le genre, la forme d'expression, le mérite ou la destination (article L.112-1);

Sont considérés notamment comme oeuvres de l'esprit au sens du présent code: [...] Les oeuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie (article L.112-2-7);

L'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son oeuvre (article L.121-1)»².

Nous avons alors décidé de construire secrètement un dôme géodésique en carton de 5 mètres de diamètre, sans porte ni fenêtre pour qu'il n'y ait aucune confusion quant à la destination de l'œuvre, et de faire intervenir dessus des artistes pour asseoir sa légitimité. Pendant dix jours nous avons occupé clandestinement une pièce située dans les souterrains de l'esplanade et préfabriqué des modules légers et transportables afin de pouvoir les assembler rapidement sur la place. Le local que nous occupions possédait plusieurs accès, l'un débouchait sur la zone de livraison du centre commercial qui nous approvisionnait en carton, un autre débouchait sur la

place à proximité du camp que nous avons établi, et enfin nous pouvions rejoindre directement le parking du centre commercial ou les transports en commun.

«Démonstration de force et de détermination qui représente le mouvement et qui devra servir d'inspiration. L'idée est de montrer ce dont est capable la créativité et l'intelligence collective contre la répression. L'utilisation du carton comme matériau de construction expose notre intérêt pour le réemploi : celui-ci est récupéré dans les bennes du centre commercial avec lequel le campement cohabite. La seconde partie du projet est de lancer un appel aux artistes engagés pour les inviter à intervenir sur le dôme et ainsi renforcer la légalité du projet et bénéficier d'autant plus, du droit à la protection de l'œuvre d'art.»³

C'est le samedi 26 novembre, jour de l'ouverture du marché de Noël de la Défense - où devait avoir lieu un discours du président Sarkozy qui fut finalement annulé -, sur une place ensoleillée et pleine de monde, que nous avons monté le dôme. Après une stratégie de diversion à l'aide de clowns, de fanfares et de leures qui réussirent à disperser les forces de l'ordre postées autour du camp, nous réussîmes à y amener la dizaine de modules sans nous faire arrêter. Toute importation de carton sur le camp avait été interdite et était

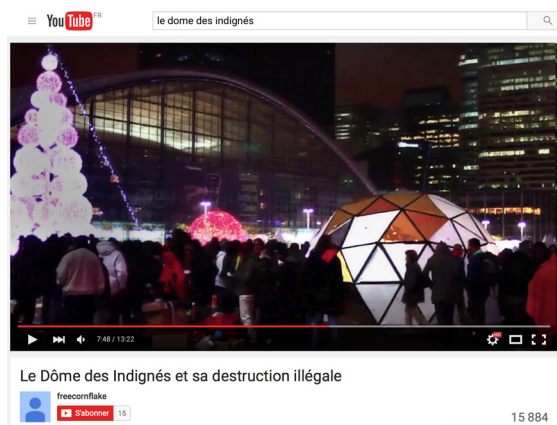


Photo Extraite de la vidéo Youtube
le Dôme des Indignés et sa destruction illégale
<https://www.youtube.com/watch?v=AHoTonFOok0>

systématiquement confisquée. Il fallut deux heures pour que les forces de l'ordre se rendent compte de ce que nous faisons et nous envoient des CRS. Heureusement la foule empêcha toute intervention musclée de leur part et nous pûmes fièrement leur montrer la déclaration préfectorale que nous avions déposée et qui, n'ayant pas été déboutée, faisait office d'accord. Nous avons donc pu terminer la construction du dôme dans une sorte de ferveur collective qui aboutit à une grande fête. Pendant quelques heures, nous avons gagné. Et la joie que nous ressentions était indescriptible.

Malgré l'autorisation préfectorale et la légalité de la construction, le dôme fut détruit par une charge de CRS et d'agents des renseignements généraux à 2h30 du matin, blessant plusieurs d'entre nous. Comme toutes les attaques des forces de l'ordre, celle-ci eut lieu en pleine nuit, lorsque les médias et les passants ne sont plus présents, lorsque les militants s'endorment, bref lorsque nous sommes les plus vulnérables. Les caméras que nous sortions pour filmer la bavure étaient systématiquement éblouies ou arrachées, mais nous parvînmes néanmoins à immortaliser cette scène choquante et illégale. Elle fut intégrée à un reportage documentaire qu'un de nos amis produisit sur le projet et que nous diffusâmes sur la toile. Grâce à cette vidéo le projet eut bien

plus d'effet que si le dôme n'avait pas été détruit et que nous nous en étions effectivement servis pour nous abriter la nuit. Le reportage de treize minutes «Le dôme des indignés et sa destruction illégale»⁴ fut visionnée plusieurs milliers de fois sur youtube et nous assura un soutien de l'opinion publique.

NOUS AVIONS RÉUSSI À DÉMONTRER DE MANIÈRE CONCRÈTE QUE LE GOUVERNEMENT QUI NOUS DIRIGE POUVAIT AVOIR UN COMPORTEMENT ANTI-DÉMOCRATIQUE.

Suite à cela plusieurs personnes nous rejoignirent dans la commission Architecture et nous réalîsâmes ensemble une structure gonflable pour la Journée Internationale des Droits de l'Homme, place Stalingrad à Paris. Pour ce projet nous avons travaillé avec l'artiste JR qui nous prêta son Photomaton. Nous pûmes tirer le portrait de dizaines d'Indignés que l'on afficha ensuite sur la structure, projet qui fut diffusé par JR dans son film documentaire *Inside Out*⁵.

Lorsque le mouvement s'essouffla, peu après la réalisation du dôme, chacun partit de son côté continuer la dynamique à sa manière. Certains s'installèrent dans des squats, d'autres dans des appartements. Certains retournèrent travailler en entreprise, d'autres pour des associations. Pour ma part je repris les études et continuai à m'engager dans des projets militants. J'avais découvert une chose qui valait davantage que toutes les autres : notre pouvoir individuel et collectif de revendiquer notre droit à la ville, et l'enjeu démocratique que cela sous-tend.

Revendiquer son droit à la ville par des actions de résistance c'est aussi revendiquer son droit à désobéir lorsqu'une situation nous paraît injuste. Je pense que la désobéissance civile devient un devoir lorsque l'État ne va plus dans le sens de la démocratie et que les citoyens perdent leur droit à se déterminer par eux-même - c'est-à-dire leur autonomie. L'autonomie est la condition de la réinvention individuelle et collective du monde face aux crises que nous subissons.



Photo Extraite de la vidéo Youtube
*Structure Gonflable des indignés,
la commission Architecture en partenariat avec JR et Bellastock*
https://www.youtube.com/watch?v=oc_pNFMQubM&feature=share

-
1. DAL, *Loi LOPPSI2, expulsion expéditive*, article consulté sur le site internet de l'association Droit Au Logement (DAL)
<http://droitaulogement.org/2011/12/loi-loppi-2-expulsion-expeditive/>
 2. Loi n.92-597 du 1 juillet 1992 du Code de la Propriété Intellectuelle relative au Droit d'Auteur, consultée sur le site internet gouvernemental Legifrance
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEX T000000357475&categorieLien=id>
 3. Communiqué de la commission Architecture des Indignés
 4. JR, *Inside Out*, projet consultable sur le site
<http://www.insideoutproject.net/fr>

B. ZONES D'AUTONOMIE TEMPORAIRES

TACTIQUES DE GUÉRILLA POUR LIBÉRER DES ESPACES POSSIBLES

Lorsque la ville et la vie ne sont plus démocratiques parce que nous les avons abandonnées au règne de la rentabilité et de la valeur d'échange, lorsque nous sommes devenus totalement dépendants du mode de production industriel néolibéral et de son idéologie du bonheur par la consommation, lorsque nous n'avons même plus le temps de questionner notre exploitation, pouvons-nous encore espérer des espaces de liberté réelle alors qu'ils sont tous - en apparence - réglementés, surveillés et sous contrôle ?

Telles sont les questions que pose Hakim Bey dans son ouvrage TAZ (Zone Autonome Temporaire) qui explore l'histoire et les pistes futures d'espaces de résistance où pourraient s'épanouir des modes de vie expérimentaux en dehors du contrôle de l'ordre établi. Pour lui la TAZ est une enclave libre indéfinissable théoriquement mais qui prend son sens dans l'action. Il s'inspire pour établir sa théorie des utopies pirates du XVIIIe siècle et de la littérature cyberpunk. Il cite notamment l'ouvrage de Bruce Sterling *Islands in the net* où l'auteur imagine dans un avenir proche « *l'hypothèse que le déclin des systèmes politiques générera une prolifération décentralisée de modes de vie expérimentaux.* »¹

Pour Hakim Bey « *la TAZ est comme une insurrection sans engagement direct contre l'État, une opération de guérilla qui libère une zone (de terrain, de temps, d'imagination), puis se dissout, avant que l'État ne l'écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace.* »²

Elle se manifeste dans les espaces virtuels des hackers, dans les friches, les squats et plus largement dans tous les espaces-temps qui échappent au contrôle de l'État. Mais l'une de ses caractéristiques principales qu'est l'invisibilité n'est peut-être plus d'actualité aujourd'hui, comme l'attestent les mouvements activistes radicaux actuels. Qu'il

s'agisse des Zones à Défendre (ZAD), comme celle qui résiste contre le nouvel aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes (NDDL), ou des retraites communautaires, comme celle de Tarnac sur le plateau de Millevaches en Limousin, ces nouveaux terrains de lutte localisés et visibles n'en demeurent pas moins des zones d'autonomie, plus ou moins temporaires, où s'épanouissent des modes de vie expérimentaux. Ces espaces-temps de liberté et de résistance se développent ou bien là où l'État et le marché néo-libéral ne sont pas présents physiquement ou bien exactement là où ils se manifestent dans toute leur incohérence et leur injustice. Ils viennent nous offrir une autre vision du monde, une autre manière de faire et de vivre dans ce contexte qui est le nôtre.

La ruine, par exemple, a encore une forte prise romantique sur notre imaginaire et nous permet d'entrevoir non seulement une autre dimension du monde dans lequel nous vivons, une dimension souvent cachée car manifestant l'abandon, mais aussi un potentiel de réappropriation en un espace de liberté possible, justement parce qu'abandonnée. C'est ce qu'exprime Rebecca Solnit, citée par Franco La Cecla dans son ouvrage *Contre l'Architecture*, quand elle parle de la jeunesse punk de San Francisco dont elle faisait partie, et de leur réappropriation des friches industrielles et des délaissés urbains :

«[les villes] meurent et, sur leurs cadavres fertiles, pousseront de nouvelles fleurs, la ruine urbaine devient terre d'asile pour un art qui entend se démarquer de la production ordinaire et s'affranchir du règne de la consommation.»³

La ruine et les délaissés sont des espaces propices à l'élaboration de TAZs comme le manifeste l'artiste Étienne Boulanger qui développa un protocole itératif de détournement urbain pour son projet *Plug in Berlin* (2001 – 2003). Il s'agissait pour lui de mener une expérimentation dans la capitale allemande et d'y vivre pendant deux ans sans payer de loyer. Pendant 6 mois il arpenta et quadrilla trois quartiers du centre Est (*Prenzlauer Berg*, Mitte, Friedrichshain) où il repéra, identifia, mesura et photographia 695 espaces transitoires potentiellement réappropriables, pour ensuite les cartographier et les structurer en une base de données exploitable. Il sélectionna ensuite 40 de ces espaces « dont le statut et la propriété ne pouvaient être clairement identifiés », caractérisés par « leur faible volume et leur situation intermédiaire, à la fois en retrait et immédiat par rapport à la rue. »⁴ Il réalisa ensuite dans ces espaces résiduels, ces vides absurdes de la ville « trop mal foutus pour qu'un quelconque plan d'occupation rationnel puisse y être apposé »⁵, des abris furtifs se confondant avec l'architecture environnante qu'ils parasitent. Ces micro-habitats invisibles, ici dans la structure d'un panneau publicitaire, là dans une dent creuse, souvent restreints aux dimensions du corps humain, se logent dans la marge de la ville. Comme les TAZ d'Hakim Bey ces espaces critiquent la rationalisation excessive du monde et les situations absurdes qu'elle produit.

Il faut noter qu'Étienne Boulanger mena ses expérimentations, quoiqu'illégales ou à la limite de la légalité, dans un cadre artistique, mais son action renvoie évidemment à celles et ceux qui, par nécessité, développent des stratégies similaires pour survivre. Il semble clair en effet que pour certaines populations urbaines marginalisées par la société, comme les Roms ou les SDF, des protocoles similaires de recherche de site et d'occupation illégale soient nécessaires pour survivre. Dans ces cas l'invisibilité est une des caractéristiques principales sous peine d'expulsion

immédiate. Il me semble qu'Étienne Boulanger, par son travail et les stratégies qu'il développe, nous ouvre les yeux sur ce que peut être une TAZ en milieu urbain.

Un autre exemple de TAZ urbaine peut être celui des squats qui, pour certains, libèrent des espaces inutilisés afin de reloger des personnes en situation de précarité. C'est ce qu'ont fait à Paris le collectif Jeudi Noir et l'association Droit au Logement (DAL) quand ils ont réquisitionné en décembre 2012 un ancien immeuble de bureaux situé au 2 rue de Valenciennes dans le 10e arrondissement, près de la gare du Nord, qui était laissé vide par son propriétaire depuis plusieurs années. L'immeuble, encore occupé aujourd'hui, est composé de deux parties distinctes. La première, qui donne sur la rue, est occupée par des familles relogées par le DAL, reconnues prioritaires DALO⁷, et qui sont en attente de logement social. La seconde partie du bâtiment, située dans l'arrière cour, est principalement occupée par des jeunes en situation de précarité, volontaire ou non, relogés là par Jeudi Noir lors de l'ouverture du squat, ou bien cooptés entre temps. Les habitants organisent régulièrement des événements où ils ouvrent certaines parties du lieu au public, que ce soit pour des guinguettes ou des appels à soutien. Ils organisent et participent à des manifestations publiques solidaires comme le Festival des Ouvertures Utiles (FOU) du mouvement Intersquat, qui vise au partage des lieux alternatifs parisiens, « laboratoires d'apprentissage d'autres manières d'être, de faire et de vivre ensemble ». ⁸ Des associations et des habitants utilisent les locaux pour donner des cours de musique, de danse et de théâtre, créer des décors de spectacles et donner des cours de soutien scolaire. Ces cours de soutien, d'abord donnés par les résidents de Jeudi Noir aux enfants des familles du DAL, se sont par la suite ouverts aux autres enfants du quartier.

Dans ce cas, comment, par rapport aux crises que nous subissons, ne pas soutenir ce genre d'initiatives qui en plus de proposer une réponse à la crise du mal logement développent des actions sociales et culturelles là où le désir habitant s'en fait ressentir. C'est d'ailleurs la posture que tient aujourd'hui la mairie de Paris. Elle a lancé une

procédure pour racheter l'immeuble dans le but de le transformer en logements sociaux afin de remplir ses obligations relatives à la loi SRU. Les «squats à caractère revendicatif»⁹, nommés ainsi dans le rapport du Conseil Général des Ponts et Chaussées sur les squats en région Île-de-France, et en particulier ceux du collectif Jeudi Noir, remplissent à mon avis une mission sociale nécessaire en palliant à certains manquements de l'État. Les TAZs prouvent alors que lorsqu'elles sortent de l'invisibilité et s'engagent dans les luttes sociales en mettant en place des actions de résistance, inscrites sur un territoire donné et par rapport à ses problématiques, elles peuvent influencer et faire évoluer l'ordre établi.

C'est probablement sur ce point que les mouvements activistes actuels diffèrent dans leurs stratégies d'occupation d'espace-temps de liberté d'avec celles énoncées par Hakim Bey. Quand pour lui il fallait absolument éviter la conflictualité directe afin de se préserver de la violence de l'État, la nouvelle logique militante semble plutôt tenter de créer des espaces de liberté dans et par des luttes localisées territorialement, afin de revendiquer par rapport à ces espaces leur droit à l'autogestion et à l'invention de modes de vie alternatifs. Comme le souligne François Cusset dans son article sur *Les nouvelles logiques de la révolte*, paru dans la Revue du crieur d'octobre 2015 :

*« les mouvements activistes radicaux actuels renouvellent en profondeur les logiques de la révolte. Ils visent à mettre en place des contre-mondes où, sur fond de choix existentiel intégral - et d'élaboration de nouvelles «formes de vie» -, la sécession et l'esquive se conjuguent à l'action directe. Tous insistent sur la solidarité entre ces éléments : plus on habite un territoire de façon autonome, plus on forme un imaginaire commun, et plus on est, alors, à même d'aller loin dans la conflictualité directe.»*¹⁰

Pour illustrer son propos François Cusset cite la résistance de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Contre le projet de relocalisation de l'aéroport de Nantes sur ces terres agricoles bocagères, remis sur le tapis en 2012 par le maire de la ville et premier ministre de l'époque Jean Marc Ayrault, les activistes ont réussi à donner un nouvel élan et un nou-

veau langage à cette résistance lors de la manifestation Réoccupation du 17 novembre 2012. Ils étaient alors plus de 40 000 manifestants, venus de toute la France, voire d'autres pays d'Europe, à soutenir la lutte contre les expulsions en cours. Cette mobilisation massive, aidée notamment par une forte communication sur les réseaux sociaux et à travers tous les milieux alternatifs, a permis aux zadistes de reconstruire et de consolider les campements détruits par les opérations d'évacuation initiées un mois plus tôt. La résistance prit une telle ampleur que ce fût dès lors impossible pour les forces de l'ordre de la vaincre, tant sur le territoire physique que par rapport au soutien de l'opinion publique. Comme l'explique un spécialiste du maintien de l'ordre, cité par Mickaël Correia dans son article *Une lutte décolle* paru dans le journal CQFD en décembre 2012 :

«Cela fait déjà un mois et demi que ça dure et on n'en voit pas la fin [...]. Il ne faudrait pas qu'il y ait d'autres gros évènements



Une tour de guet à l'entrée de la ZAD, Notre Dame des Landes, 06/01/2013 © Marc Boinet

de ce type en France. [...] Déloger, on peut faire. Mais tenir, c'est impossible. On ne peut pas empêcher les gens de revenir le lendemain ou la nuit.»¹¹

Et c'est exactement ce qu'il s'est passé depuis. La ZAD n'a pas été délogée et a même commencé à répondre à la question posée par le journaliste à la fin de son article, à savoir si l'on pouvait «parler de la ZAD non seulement en tant que zone à défendre mais en tant que zone d'autonomie définitive»¹². Aujourd'hui il ne s'agit bien évidemment pas encore d'une zone d'autonomie définitive mais les activistes ont commencé à développer, parallèlement à leur résistance, un mode d'existence autonome en produisant par exemple leurs propres légumes ou en s'occupant eux-mêmes de l'éducation de leurs enfants, il s'agit donc bel et bien d'une zone d'autonomie temporaire, visible et inscrite sur et par rapport à un territoire donné.

Nous avons vu que les luttes pour libérer des espaces d'inventions de modes de vie expérimentaux tendent aujourd'hui à se territorialiser et qu'elles ne se situent pas nécessairement dans des contextes urbains. Ces actions de résistance se forment parfois aussi en dehors des territoires cristallisant les enjeux économiques de l'Etat ou des grandes entreprises. Ainsi contrairement à NDDL, au barrage de Sivens dans le Tarn ou à la nouvelle ligne de TGV Lyon-Turin dans le Val de Suse, ce qui se passe sur le plateau Limousin de Millevaches est d'un autre ordre. Délaissé par les institutions publiques et privées, ce territoire est retranché sur la marche menant au massif central, à l'ouest de la chaîne des Puy. Cette sorte de *Highland* granitique est un désert humain, avec une densité de moins de 7 habitants au km², mais attire malgré tout de plus en plus de néo-ruraux venus expérimenter un mode de vie plus autonome. Les médecins, les postes, les équipements ou les commerces sont rares et tous les déplacements pour les rejoindre ne se font qu'en voiture à travers des routes sinueuses de basse montagne, et sur de relativement longues distances. A l'abandon institutionnel s'ajoute une forte pauvreté économique des habitants : en Limousin 15.4% de la population vit sous le seuil de pauvreté, et dans le département de la Creuse c'est



Illustration de Karine Bernadou, Première page de l'hebdomadaire CQFD, n°106 - Décembre 2012

de presque 20% qu'il s'agit¹⁴. Une habitante rapporte même que certains agriculteurs, parmi les plus touchés par la crise, viennent consommer les rebuts de la PAC aux distributions de la Banque Alimentaire. Et c'est dans ce contexte difficile que s'est développé sur la montagne limousine un réseau de solidarité structuré et efficient, justement pour pallier aux manquements de l'État. On ne parlera pas ici de zone d'autonomie temporaire mais plutôt de zone en autonomisation. Qu'il s'agisse d'autogestion avec les Assemblées de villages où les habitants participent dans les décisions municipales¹⁵; d'auto-construction et de chantiers participatifs avec des entreprises et des associations spécialisées; d'auto-suffisance et de production locale avec des épiceries et des marchés solidaires; ou encore d'entraide et d'accompagnement à l'installation des nouveaux habitants¹⁶;

LE PLATEAU DE MILLEVACHES INVENTE UNE NOUVELLE SOLIDARITÉ ET DE NOUVEAUX MODES DE VIE INSCRITS TERRITORIALEMENT, TOURNANT LE DOS AUX INSTITUTIONS QUI LES ONT ABANDONNÉES.

Il faudra cependant relativiser ce constat en remarquant que les anciens habitants ne voient pas toujours d'un bon œil l'arrivée des néo-ruraux et de leurs pratiques alternatives. En effet comme le montrent les résultats croisés du Front National lors des dernières élections municipales et régionales, il semblerait qu'une partie de la population native se sente dépossédée de son territoire et tende à se replier sur elle-même. L'autonomie, lorsqu'elle ne parvient pas à s'ouvrir à l'Autre et à lui faire une place, peut se transformer en autarcie et en un entre-soi nécosant et conflictuel.

L'abandon institutionnel a dans une certaine mesure obligé les habitants de la montagne limousine à se débrouiller autrement et à inventer d'autres manières de subvenir à leurs besoins. Pendant les Trente Glorieuses les structures vernaculaires de solidarité de voisinage furent en partie remplacées par l'individualisme moderne, permis par l'accès généralisé à la consommation de biens et de services ainsi que par les mécanismes de redistribution institutionnels. Lorsque ces mécanismes s'étiolent ou ne parviennent pas à assurer à des habitants l'accès à un certain confort, alors la recherche de l'autonomie devient nécessaire. Cette recherche ne peut cependant pas se passer d'une certaine ouverture et d'un partage, au risque de générer des replis identitaires et des conflits. Elle n'en demeure pas moins, dans le contexte actuel, une alternative crédible aux incohérences du néolibéralisme.

Les zones d'autonomie sont des espaces de liberté aux limites floues, où chacun redécouvre son droit et sa faculté à se déterminer par lui-même. Ces poches de résistance à l'ordre établi sont des laboratoires d'expérimentation nécessaires à l'invention de nouveaux modes de vie plus responsables.

-
1. Hakim Bey, *T.A.Z. zone autonome temporaire*, L'Éclat, 1997, 8e éd. (2011), p.8
 2. Hakim Bey, *T.A.Z. zone autonome temporaire*, L'Éclat, 1997, 8e éd. (2011), p.13-14
 3. Rebecca Solnit, *L'Art de marcher*, Actes Sud, 2002, cité par Franco La Cecla, *Contre l'Architecture*, Paris, Arléa, 2011, p.30
 4. ITW, entretien réalisé par Albane Duvillier (Archistorm), consulté en .pdf sur le site internet de l'Association Etienne Boulanger <http://www.etienneboulanger.com/booklets/berlinwipEB.pdf>
 5. *ibid*
 6. Site internet de l'Association Etienne Boulanger, Biographie, Parcours, <http://www.etienneboulanger.com/fr/>
 7. *Le Droit au Logement Opposable*, institué en 2007, permet aux personnes mal logées de faire valoir leur droit à un logement ou un hébergement digne.
 8. Site internet du mouvement Intersquat, <http://paris.intersquat.org/festival-ouvertures-utiles/>
 9. Site internet du collectif Jeudi Noir, http://www.jeudi-noir.org/wp-content/uploads/2011/03/rap_2002-0030-01.pdf
 10. Francois Cusset, *Les nouvelles logiques de la révolte*, Revue du crieur, Paris, La Découverte/Médiapart, octobre 2015, p.129
 11. Mickaël Correia (2012), *Une lutte décolle*, journal hebdomadaire CQFD, 106, p.4, citant Le Télégramme, 5 décembre 2012
 12. Francois Cusset, *Les nouvelles logiques de la révolte*, Revue du crieur, Paris, La Découverte/Médiapart, octobre 2015, p.129
 13. Mickaël Correia (2012), *Une lutte décolle*, CQFD, 106, p.4
 14. Chiffres de l'INSEE consultables sur le site internet www.insee.fr
 15. Mathieu et Frantz, *Des Assemblées de village à la recherche d'autonomie politique*, Espaces Possibles, <https://espacespossibles.org/2015/05/05/des-assemblees-de-village-a-la-recherche-dautonomie-politique/>
 16. Association De Fil en Réseau, <http://www.defilenreseau.org/v>



III.

LES OUTILS D'AUTONOMIE

au service de la collectivité





Le constat des injustices et des désastres environnementaux auxquels conduisent nos désirs de confort, eux-même largement conduits par notre soumission au règne de la marchandise et au néo-libéralisme, nous a amené à questionner notre autonomie et l'avenir démocratique du monde. Afin d'inventer de nouvelles manières de s'exprimer, de faire et de vivre plus libres, autonomes et responsables, nous avons le droit - si ce n'est le devoir - de critiquer l'ordre établi et de lui désobéir. Lorsque cette critique prend corps dans le réel alors elle le transforme, l'action de résister est un acte fondamentalement créateur. Ainsi apparaissent des espaces-temps non soumis à l'impérialisme et à la dictature du marché, à la normalisation et la répression des comportements jugés *déviants*. Ces zones d'autonomie, visibles ou invisibles, temporaires ou non, sont des espaces de possibles où s'inventent des alternatives crédibles pour faire face aux crises que nous subissons. Ce sont des laboratoires où s'expérimente l'avenir et où chacun doit pouvoir trouver sa place.

Et je pense que c'est là, exactement, que réside l'enjeu pour ces mouvements de lutte: puisqu'ils revendiquent notre droit à tous à la liberté, à la justice et à la dignité, ils ont le devoir de s'ouvrir à l'Autre. Ainsi en est-il des outils conviviaux qui servent à l'émancipation individuelle et à celle du groupe. L'autonomie égoïste est un repli sur soi nécosant et dangereux, elle ne participe pas à la construction d'une solution durable, nécessairement collective. Les outils ne sont pas fondamentalement bon ou mauvais, il sont ce que nous en faisons; et le rapport que nous entretenons avec eux reflète le rapport que nous entretenons au monde. En observant ces rapports nous verrons qu'il est possible, au travers des outils dont nous disposons aujourd'hui, de nous émanciper à la fois individuellement et collectivement, et ainsi peut-être réussir à poser les fondations d'une société renouvelée, en équilibre avec elle-même et son environnement.

A. DE L'INITIATION À LA MACHETTE

OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT À L'OUTIL DANS UNE COMMUNAUTÉ VILLAGEOISE LAOTIENNE

Il est courant de voir, dans de nombreux endroits sur terre, des enfants encore accrochés aux cous de leurs mères, tenir désinvoltement une machette. Pour nous qui avons plutôt tendance à leur offrir des tablettes, cette vision génère une immédiate répulsion sécuritaire: « Attention il a attrapé la machette ! Vite, faites quelque chose, il va se ... ! ».

Non. Il ne va pas se couper. Ou bien si, une fois, et ça lui fera mal. Mais il ne recommencera pas. C'est comme grimper aux arbres ou bien faire du feu, c'est potentiellement dangereux. Mais laquelle de ces situations est la plus risquée pour un enfant, de se brûler en essayant ou en n'essayant jamais?

Quand il ne les maîtrise pas l'homme a peur de ses outils, il ne perçoit que leur dangerosité. Oui la machette est un outil tranchant et dangereux, mais par sa présence tranchante il participe largement à la construction pour l'enfant d'un rapport à son corps et à son environnement réel. A mesure des expérimentations l'outil va progressivement devenir un prolongement du corps de son utilisateur et lui permettre d'élargir son champ d'action. L'enfant qui apprend à se servir de la machette découvre qu'il est plus libre de modifier son environnement avec l'outil que sans lui. Cet outil augmente alors son autonomie personnelle. Ivan Illich définit ce rapport entre l'homme et son outil comme étant «convivial» :

« J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil. »¹

Nous entendons ici la convivialité comme étant un double rapport d'autonomie et d'hospitalité entre une personne et son environnement. L'autonomie est la faculté d'une personne à se déterminer par elle-même et l'hospita-

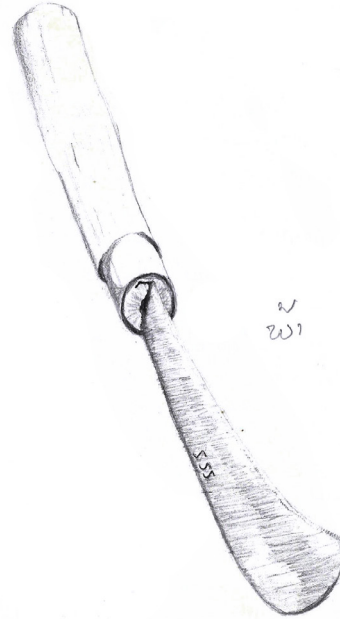
lité est l'action de partager cette autonomie et de la mettre au service de la collectivité. Ainsi l'outil peut-être convivial s'il participe à l'émancipation personnelle de son utilisateur et qu'il met son autonomie au service du groupe. Au contraire l'outil peut être «dominant» s'il mutile l'autonomie individuelle ou s'il crée des dépendances. L'outil augmente-t-il mon pouvoir de faire ou bien fait-il à ma place, sans que je le contrôle réellement ? Dans le premier cas je suis davantage libre avec l'outil que sans lui, il élargit mon champ d'action, me permet d'améliorer mon confort et m'aide à m'épanouir. Dans le second cas, même si je peux avoir l'impression de pouvoir faire davantage de choses avec l'outil que sans lui, il m'ampute de l'action de faire par moi-même. Il mutile mon autonomie. A terme je ne saurai plus réaliser l'action sans cet outil, et je serai donc dépendant de lui.

Lors de mon voyage j'ai été marqué par des différences entre les rapports qu'entretenaient les laotiens à leurs outils et le nôtre. En ayant vécu quelques mois dans une communauté villageoise j'ai pu observer, à travers un ensemble des gestes quotidiens, des différences entre nos cultures respectives jusque dans les rapports que nous entre-

L'OUTIL D'AUTONOMIE AU SERVICE DE LA COLLECTIVITÉ

tenions au corps, à l'environnement et au monde.

Le seul outil que nous avons amené avec nous dans la jungle était un couteau multifonction. Il avait trois lames et chacune avait son usage propre: scier, couper, trancher. Lorsque nous essayions d'utiliser l'une de ces lames pour un usage autre que celui pour lequel elle avait été conçue, elle cassait. Et parmi l'arsenal de tournevis que portait ce couteau suisse, pas un seul ne permettait de démonter l'outil lui-même pour le réparer. Nous avions l'air bien ridicules. Les laotiens eux aussi n'avaient qu'un seul outil pour répondre à tous leurs besoins : la machette. Avec elle et selon s'ils utilisaient sa lame, son plat, sa tranche ou son manche, dans un sens ou dans l'autre, ils pouvaient réaliser bien plus d'actions que nous: couper, trancher, marteler, fendre, écailler, éviscérer, encocher, frayer, élimer, etc. L'outil était le même tout au long de la journée et pour toutes les tâches: la cuisine, les travaux, la récolte, etc. Il était simple et permettait à tout le monde de se le réapproprier. La lame n'était généralement qu'une épaisse tôle d'acier dont le profil était découpé puis aiguisé artisanalement. Le manche était fait d'un tronçon de bambou duquel on avait gardé les nœuds pour éviter qu'il ne fende, et la lame était sertie dedans de force. Enfin, les fibres à l'extrémité du bambou, en contact avec le métal, étaient maintenues ensemble à l'aide d'une bague métallique encastrée. L'outil réalisé avec des matériaux et des techniques accessibles pouvait facilement être réparé ou modifié. Le seul souci que connaissait cet outil était que parfois la lame sortait de son manche, mais alors les villageois le réparaient eux-mêmes. Ils récupéraient un briquet en plastique hors d'usage qu'ils brisaient et émiettaient, puis inséraient les petits morceaux de plastique dans le manche. Ils posaient ensuite la lame sur les braises afin de la chauffer à blanc, et la réinséraient de force. La chaleur faisait alors fondre le plastique qui une fois refroidi agissait comme une colle, réparant ainsi l'outil. Tout le monde avait une machette et tout le monde s'en servait, autant les hommes que les femmes, les adultes que les enfants. La machette était un prolongement de leur bras grâce auquel ils pouvaient à la fois s'émanciper personnellement, en répondant à leurs propres besoins, et participer à la vie en collectivité. La com-



L'outil premier, plutôt que périmaire. ici il répond à une multitude de fonctions tel qu'il devient une véritable extension du corps. coupe, trancher, marteler, fendre, écailler, éviscérer, encocher, fraiser, élimer, etc. Les enfants apprennent à s'en servir avant de savoir parler, ce qui les rend capables de subvenir à un certain nombre de besoins, mais surtout d'intervenir sur leur environnement, de le modifier, de vivre.

Extrait de carnet de voyage, Hadkham, Laos,

Fev. 2014, Marc Boinet

munauté traditionnelle laotienne avec laquelle j'ai vécu est donc « conviviale » au sens où l'entend Illich.

Qu'est-ce que cela sous-tend ?

Chez nous, en France et dans les pays sur-développés, l'industrie a produit une multitude d'objets et d'outils qui nous ont permis de façonner notre environnement. Mais à y regarder de plus près il semblerait que ces outils, bien plus que d'améliorer notre autonomie, nous aient rendus dépendants de leur mode de production.

«La prise de l'homme sur l'outil s'est transformée en prise de l'outil sur l'homme»².

Afin d'améliorer notre confort nous avons cherché à améliorer nos outils. Cependant, voulons-nous que nos outils et nos machines nous remplacent ou voulons-nous qu'ils nous aident ? La frontière est ténue. Le robot remplace un travail à la chaîne potentiellement aliénant et en cela il libère l'homme de cette tâche. Mais pourquoi avons-nous besoin que quelqu'un ou quelque chose réalise pour nous une tâche aliénante ? Pourquoi créons-nous des tâches qui sont aliénantes, pour nous ou pour les autres ? Le smartphone permet de téléphoner mais aussi de se repérer dans l'espace, de surfer sur les réseaux sociaux, de jouer, de prendre des notes, il remplace l'agenda, la calculatrice, et bien plus encore car il peut mettre en oeuvre une infinité d'applications relatives à une infinité de besoins. Mais qu'est-ce qui justifie ces besoins ? Evidemment que j'apprécie de pouvoir rejoindre un lieu que je ne connais pas, et par le chemin le plus court, grâce au GPS. Mais je ne compte plus le nombre de personnes qui sont incapables de prendre la voiture sans lui, qui ne peuvent pas se repérer dans l'espace et qui n'osent pas s'arrêter demander leur chemin. Les réseaux sociaux sont formidables mais à vouloir être présent partout on risque de n'être plus présent nulle part, comme le démontrent ces familles heureuses au restaurant, les yeux rivés sur leurs smartphones, ne pipant mot si ce n'est pour partager à travers leur écran telle ou telle information amusante. En allant à l'école ou chez le médecin, en regardant la télé et ses publicités, par ces gestes qui semblent évidents nous amputons notre créativité et notre capacité à définir et à répondre à nos propres besoins. En allant à l'école nous apprenons à apprendre, mais pas à choisir ce que nous voulons apprendre ou comment l'apprendre. En allant chez le médecin nous écoutons son diagnostic sur les maux de notre corps, puis nous avalons les derniers médicaments à la mode prescrits par l'industrie pour son propre renouvellement. Aucune société n'a jamais été aussi malade que la nôtre et pourtant nous n'avons jamais eu autant de médecins et de remèdes. En regardant la télé ou n'importe quelle publicité

nous nous imposons une subjectivité qui n'est pas la notre, l'actualité diffusée par les grandes chaînes nous dit ce qu'il est important de savoir ou d'avoir, et permet rarement le développement de notre propre sens critique. Il me semble que plutôt que de produire des outils qui nous rendent plus autonomes nous travaillons chaque jour davantage pour continuer à bénéficier des services dont ces outils nous ont rendu dépendants.

LE RAPPORT QUE NOUS ENTRETENONS À NOS OUTILS EST L'UNE DES CAUSES PRINCIPALES DES CRISES QUE NOUS VIVONS.

C'est en ce sens qu'Ivan Illich critique la société industrielle : «Une société qui définit le bien comme la satisfaction maximale du plus grand nombre de gens par la plus grande consommation de biens et de services industriels mutile de façon intolérable l'autonomie de la personne. Une solution de rechange à cet utilitarisme définirait le bien par la capacité de chacun de façonner l'image de son propre avenir».³

Au Laos, même si la culture industrielle globale a fait son chemin et qu'elle a créé de nouveaux désirs, nous avons pu observer une certaine liberté et autonomie individuelles quelque part semblables à ce que sous entend Illich. Non pas que les villageois laotiens aient la possibilité, comme nous, de devenir architecte ou politicien de carrière - catégories socioprofessionnelles réservées à l'ethnie dominante, les Lao - mais ils savent tous construire leur propre maison, ils pêchent, chassent, cueillent et cultivent la nourriture qu'ils consomment, ils connaissent à la fois la nature et la culture et sont capables d'habiter le présent. Par la maîtrise d'outils simples ils peuvent exercer leur créativité, personne ne leur impose un travail, un savoir ou une consommation obligatoires.

Nos outils hyper-sophistiqués et spécialisés modelent notre imagination. Quand nous observons l'arbre et la terre nous n'y voyons plus une maison potentielle, présente dans la matière. Nous ne visualisons plus nos maisons qu'à



travers des catalogues de matériaux industriels qui, malgré toute l'abondance dans les choix qu'ils nous offrent, conditionnent totalement notre désir. Notre méconnaissance des matériaux, de leurs procédés de fabrication et de mise en œuvre nous oblige à déléguer chaque fois à des corps de spécialistes la réalisation de nos projets personnels. Nous ne savons plus réparer notre plomberie ou notre électricité car nous ne les avons pas pensés, compris et réalisés nous-même. Nous sommes outrés des tarifs que pratiquent les artisans mais nous ne voulons pas comprendre qu'ils sont la conséquence de notre propre incompétence. Et que penser alors de la domotique ? Lorsque nos smarthouses seront au point, que nos portes et nos fenêtres s'ouvriront et se verrouilleront automatiquement, que la température et la qualité de l'air se réguleront sans qu'on n'ait à intervenir, qu'il n'y aura même plus de boutons, de poignées ou d'interrupteurs, comment feront nous lors des pannes de courant ou si notre système se fait hacker ?

A ces questions je n'ai pas de réponse. Mais ce dont je suis sûr, c'est que lorsque quelqu'un ou quelque chose d'autre répond à mes besoins à ma place, je m'en rends l'esclave; et un monde équilibré est un monde sans maître ni esclave. Il serait alors intéressant de se demander si, dans une certaine mesure, on pourrait s'inspirer de ce que nous avons pu observer au Laos - dans la nature et la qualité du rapport entretenu à l'outil - afin d'explorer des pistes pour une fabrication conviviale de notre habitat, c'est-à-dire fondée sur l'émancipation individuelle et collective.

-
1. Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, Points, 1973, p.13
 2. Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, Points, 1973, p.26
 3. Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, Points, 1973, p.31



B. LE MYTHE DE PROMÉTHÉE

OU L'ENJEU DE SE RÉAPPROPRIER LA TECHNIQUE

«Prométhée [...] est ce héros qui aima assez les hommes pour leur donner en même temps le feu et la liberté, les techniques et les arts.»¹
Albert Camus

Que valent les techniques sans les arts, le feu sans la liberté ?

Il me semble qu'aujourd'hui, comme nous venons de le voir avec le rapport que nous entretenons à nos outils, nous soyons prêts à les accepter l'un sans l'autre. Comme nous le rappelle Camus, la technique pour elle-même suppose l'abandon ou l'ajournement de la liberté². Aujourd'hui l'industrie - qui est la grande représentante de la technique - suppose en règle générale une consommation dirigée et forcée, une division du travail aliénante et la privatisation des moyens de production. L'outil, lorsqu'il n'est pas au service de l'homme et de son émancipation, lorsqu'il n'est pas convivial, nous plonge dans l'injustice d'une société basée sur l'exploitation de son prochain.

Dans ce cas, à l'ère postindustrielle et pour dépasser ses contradictions, peut-on s'inspirer du rapport qu'entretiennent certaines sociétés à leurs outils conviviaux pour fonder un nouveau rapport à nos outils industriels, et plus généralement à la technique ?

On admettra tout d'abord que l'industrie n'est pas fondamentalement bonne ou mauvaise et qu'elle est avant tout un outil. En tant que tel, comme nous l'avons vu précédemment, il pourra donc être «dominant» ou «convivial». On admettra alors qu'aujourd'hui, d'une manière générale, nous vivons dans une société où l'outil industriel est dominant, qu'il suscite davantage de dépendances que d'autono-

mies. Ainsi la question que nous posons ici sera de savoir ce que pourrait être une société où l'outil industriel serait «convivial», au sens où l'entend Illich, où la technique ne serait pas séparée de la liberté.

Lorsque nous étions au Laos nous avons pu observer que le rapport entretenu à la machette s'étendait également à d'autres outils. Un jour nous avons remarqué que Poe, le fils de Sae et Somphone chez qui nous habitons à Luang Prabang, était en train de démonter une batterie à l'aide de sa machette, accroupi auprès de son taolo - un petit foyer à charbon domestique, utilisé quotidiennement pour cuisiner. Les batteries utilisées dans la plupart des véhicules contiennent des plaques au plomb-calcium, et ce sont ces plaques que Poe récupérait et jetait dans une boîte de conserve, disposée sur les braises de son foyer. Une fois qu'il eut assez de plomb fondu dans sa boîte en fer blanc, il roula en cône un morceau de feuille de bananier qu'il disposa verticalement, la pointe vers le bas, dans un tas de cendres qui le maintenait en place. Il disposa ensuite au centre du cône une brindille de bois, fine et droite, et versa dans ce moule le métal en fusion. Après avoir refroidi sa pièce en la trempant dans l'eau, il nous la montra fièrement, et mima l'action de pêcher. On comprit alors que la pièce que Poe venait de couler, un cône de métal percé verticalement en son centre, était tout simplement un plomb de pêche qu'il allait utiliser pour lester son fil.

L'OUTIL D'AUTONOMIE AU SERVICE DE LA COLLECTIVITÉ



Fabrication artisanale d'un plomb de pêche, Luang Prabang, Laos, 14/12/2013 © Marc Boinet

Cette opération semblait toute naturelle et pourtant elle dévoilait le gouffre entre nos cultures. Quand pour répondre à un besoin nous aurions acheté l'objet en question, Poe l'avait fabriqué à l'aide des outils et des matériaux qu'il avait à disposition. Pourtant, Poe avait probablement les moyens d'acheter ces plombs de pêche, mais pourquoi dépenser de l'argent s'il pouvait le faire lui-même ? Comme les laotiens nous possédons des foyers, du métal et des objets pouvant aisément servir de moules, mais il semblerait que la technique soit devenue obscure pour la plupart des gens. Je pense que c'est là que réside l'enjeu de ressusciter le mythe de Prométhée: redonner le feu et la liberté aux hommes, redémocratiser la technique pour l'émancipation individuelle et collective.

C'est ainsi que je regarde les projets des designers Alexander Groves et Azusa Murakami du collectif Studio Swine. Leur premier projet - qui fit leur renommée - s'appelle *Sea Chair*. Présenté sur leur site internet au travers d'une très belle vidéo³, ils proposent de recycler le plastique artisanalement à l'aide d'une petite fonderie. Dans la vidéo on peut voir des pêcheurs en mer remonter davantage de plastique que de poissons dans leurs filets. Ils commencent ensuite à trier les différents plastiques selon leur nature - afin d'isoler les thermoformables - qu'ils découpent en petits morceaux et mettent à chauffer dans leur fonderie - une

marmite isolée, chauffée au charbon et dont la température est contrôlée à l'aide d'un thermomètre. Une fois fondu, le plastique est disposé dans des moules avant d'être refroidi. Le premier moule est fait de deux grandes plaques mises en compression, et le second d'un profilé en triangle. Une fois démoulées, les pièces s'assemblent pour former un tabouret: un disque de plastique - issu de la compression des plaques - forme l'assise et est soutenu par trois pieds triangulaires. Ce projet recontextualise un procédé de fabrication industrielle à l'échelle artisanale: la fonderie de plastique.

Suite au succès de la *Sea Chair* les deux designers ont ensuite réalisé d'autres projets allant dans la même direction. *Can City* par exemple est un projet de fonderie aluminium mobile pour l'espace public. Il permet de transformer in situ les canettes récupérées dans les poubelles urbaines - en l'occurrence ici de São Paulo. Egalement retranscrit au travers d'une vidéo primée⁴, ce projet montre les designers récupérant dans l'espace public tout ce dont ils ont besoin pour faire fonctionner leur fonderie. Ils récupèrent de l'huile de friture dans une cuisine de rue et s'en servent comme combustible. Les moules sont réalisés dans du sable à l'aide d'empreintes de différents objets récupérés: des briques de terre cuite alvéolées, une feuille de palmier, etc... Ensuite, les canettes d'aluminium sont compressées puis jetées dans le foyer en béton réfractaire pour être fondues, avant d'être versées dans les moules. Les designers produisent alors une nouvelle série de tabourets: ceux-ci sont en aluminium recyclé et manifestent une ornementation particulière, faite de la mémoire des objets trouvés dans l'espace urbain.

Ce projet a retenu mon attention car il représente à la fois la capacité individuelle à exploiter et à transformer la matière disponible en milieu urbain, et la richesse formelle qui découle de la mémoire de cette matière.

Le dernier projet du collectif Studio Swine est une imprimante 3D solaire et manuelle qu'ils installent sur un voilier afin de transformer in situ le plastique récupéré dans les gyres, ces tourbillons de déchets plastiques qui s'accumulent dans les océans. Une parabole en aluminium concentre les rayons solaires en un point et fait fondre le plastique récupéré

ré qui, à mesure qu'il fond, est coulé sur une plaque. L'objet final produit - une sculpture - n'est pas aussi intéressant que l'outil lui-même. En effet cet outil, contrairement aux projets précédents, ne recontextualise pas un procédé de fabrication industriel - puisqu'il n'existe pas encore de fonderie industrielle de plastique alimentée par l'énergie solaire thermique - mais prospecte un nouveau procédé de fabrication plus propre et économe en énergie, qui pourrait potentiellement être transposé à plus grande échelle.

Les projets du Studio Swine me rendent cependant perplexe. Quand l'idée initiale est excellente - la recontextualisation d'un procédé de fabrication industriel à l'échelle domestique ou artisanale, et donc la recherche de l'autonomie - la suite donnée est décevante et nous éclaire sur la marche du monde. En effet lors de sa sortie en 2012 le projet *Sea Chair* était disponible en open source sur leur site internet, quiconque pouvait donc se le réapproprier et réaliser soi-même sa propre fonderie domestique. Cela n'est plus le cas aujourd'hui. Tous les projets suivants ont volontairement été retranscrits de manière partielle afin d'empêcher que d'autres se les réapproprient. J'ai eu beau visionner plusieurs dizaines de fois la vidéo du projet *Can City*, il y a toujours une donnée clé du processus que je ne comprends pas. Cette donnée, qui concerne le fonctionnement du foyer et son compartimentage, est volontairement cachée. Le succès des deux designers les a poussé à privatiser et commercialiser leur savoir quand celui-ci tendait manifestement vers l'autonomisation individuelle. Ainsi nous ne pourrions pas qualifier les outils qu'ils ont créé de «conviviaux». En effet, comme nous l'avons vu précédemment, l'outil convivial suppose nécessairement la rencontre de l'autonomie et de l'hospitalité, qui est le partage de cette autonomie. Alexander Groves et Azusa Murakami ont appris à maîtriser le feu, mais, comme les Dieux contre lesquels Prométhée se révolte, ont décidé de le garder pour eux, séparant une fois de plus la technique de la liberté.

**HEUREUSEMENT POUR CELUI QUI
SOUHAITERAIT APPRENDRE À MAÎTRISER LA
TECHNIQUE ET À RÉALISER LUI-MÊME DES OUTILS**

D'AUTONOMIE CONVIVIAUX, IL Y A AUJOURD'HUI DE NOMBREUSES RESSOURCES DISPONIBLES, ET NOTAMMENT GRÂCE À INTERNET.

Tels sont les projet open source que Barnabé Chaillot met régulièrement en ligne sur Youtube depuis 2 ans⁵. Après avoir réalisé une éolienne, plusieurs modèles de poêles à bois de type rocket⁶ - dont il adapte la dernière version en fonderie aluminium puis en chauffe-eau - il a aussi expérimenté de petits générateurs thermoélectriques réalisés à l'aide de cellules Peltier⁷. Tous ses projets sont réalisés à l'aide des ressources qu'il a à disposition localement, à moindre coût et à moindre effort, mettant donc en œuvre une grande majorité de matériaux de récupération. Le projet général de Barnabé Chaillot est similaire à celui que portait initialement le Studio Swine avec la *Sea Chair*, quand elle était open source: démocratiser un savoir technique au service d'une autonomisation individuelle et collective. Ainsi les questions que pose Barnabé Chaillot, et qui peuvent intéresser de nombreuses personnes, sont ouvertes: Comment construire un chauffe-eau alimenté au bois ? Comment générer son électricité ? Comment se fabriquer soi-même les objets dont on a besoin, en utilisant des procédés a priori «industriels» tels que la fonderie, le coulage, le moulage ou le thermoformage? Comment faire tout cela avec très peu de moyens ou de connaissances, uniquement à partir de matériaux de récupération ? Il tente d'y répondre de manière empirique et transparente en filmant toutes ses expérimentations et en les diffusant sur internet. Quiconque peut s'inspirer librement de son travail, se le réapproprier, le détourner, etc... Il ne considère pas son savoir comme une propriété privée mais plutôt comme quelque chose de partiel qui doit s'enrichir au contact des autres. Ainsi il invite tous ceux qui le suivent à filmer et à partager leurs propres expérimentations et ainsi participer à la démocratisation du savoir technique. Comme Prométhée, Barnabé nous offre le feu qu'il a volé aux Dieux ainsi que la liberté de s'en servir et de le partager.

C'est ainsi qu'en 2015, dans le cadre de l'association Bellastock, nous avons réalisé une fonderie alu-

minium mobile en nous inspirant librement du travail de Barnabé Chaillot. Il s'agissait de pouvoir exploiter in situ un nouveau gisement de matière disponible suite à un projet de Charlotte Thon, qui réalisa une machine-à-sous-compacteur-de-canettes pour un foyer africain à Saint-Denis. Intitulé *Le Dragon*, en référence aux poêles à bois de type rocket dont il est une déclinaison, ce projet n'a nécessité presque aucun investissement financier à part pour l'achat de la vermiculite, utilisée pour isoler le foyer et la cheminée. Nous avons glané sur le territoire tous les autres matériaux dont nous avons besoin, tels que des bouteilles de gaz et des extincteurs vides, un cumulus hors d'usage et des tôles, et l'avons réalisé au sein des ateliers ActLab de l'association. Ce foyer à bois a la particularité de ne consommer que très peu de combustible et d'atteindre dans sa chambre de combustion une température avoisinant les 800°C - la température de fusion de l'aluminium étant de 620°C. Un creuset est installé dans cette chambre de combustion et nous permet de faire fondre les canettes compactées que nous coulons ensuite en lingots. Cette première fonte nous permet de filtrer les impuretés et résidus et ainsi obtenir une matière exploitable, pour réaliser dans un second temps des pièces par coulage dans des moules en sable. Pour l'instant nous en sommes à nos premières expérimentations et envisageons plusieurs applications à cet outil: nous souhaiterions couler les pâles des éoliennes que nous sommes en train de dessiner pour le prochain festival de l'association, réaliser des cornières et d'autres éléments de quincaillerie, et de nous en servir comme support à projet pédagogique pour des groupes scolaires.

L'ENJEU DE LA MAÎTRISE DES OUTILS D'AUTONOMIE CONVIVIAUX EST LE PARTAGE DE CE SAVOIR POUR QUE NOUS REDEVENIONS TOUS ACTEURS DE LA FABRICATION DE NOTRE HABITAT.

C'est cette idée, la démocratisation des outils, que prônaient les auteurs du *Whole Earth Catalog* dès 1968. Avec son sous-titre emblématique *Access To Tools*, ce catalogue fut l'un des symboles de la contre-culture américaine



Mise à feu du *Dragon*, Actlab, Atelier de l'association Bellastock, Île St Denis, 08/05/2015 © Marc Boinet



Première coulée d'aluminium extrait de canette, Actlab, Atelier de l'association Bellastock, Île St Denis, 08/05/2015 © Marc Boinet

de l'époque qui voulait inventer de nouvelles manières de vivre et de faire plus autonomes, créatives et auto-suffisantes. Il partageait des connaissances liées à l'autonomie et vendait indirectement par correspondance - en mettant en relation les consommateurs et les producteurs - des produits allant dans ce sens, comme des outils, des livres ou des vêtements⁸.

La première édition de 1968 était divisée en sept sections: *Comprendre les systèmes d'ensemble, Abris et utilisation du terrain, Industrie et artisanat, Communications, Nomades et Apprentissage*⁹. On peut ainsi dire que le *Whole Earth Catalog* était en lui-même un outil convivial car il accompagnait les projets de ceux qui voulaient activement prendre part à la fabrication de leur habitat et réduire leurs dépendances.

C'est dans le même mouvement que de nombreuses expériences eurent lieu, aux États-Unis notamment, en se positionnant contre le monopole industriel, la société de consommation et la tendance se généralisant de standardisation des habitats et des modes de vie. Les expérimentations que Michael Reynolds commença à la même époque avec ses *Earthships* en sont un très bon exemple. Médiatisées à travers le film plusieurs fois primé de Oliver Hodge *Garbage Warrior*¹⁰ - visionnable illégalement sur youtube¹¹ -, il s'agit de maisons bioclimatiques expérimentales réalisées à partir de matériaux de récupération, tels que des pneus usagés, des bouteilles de verre et de plastique, de canettes en aluminium et de boîtes de conserves; et de matériaux naturels tels que la terre et le bois. Pour compléter ce processus d'autonomisation Michael Reynolds adjoint à ses architectures des systèmes générateurs d'énergie tels que des panneaux solaires ou des éoliennes, des systèmes de chauffage, d'assainissement et de traitement des eaux usées. Explorant les principes de l'architecture bioclimatique, ses *Earthships* utilisent l'énergie solaire passive en étant toujours orientées vers le sud (dans l'hémisphère Nord) avec une importante surface vitrée qui exploite l'effet de serre pour chauffer un mur Trombe¹². Celui-ci agit alors comme une batterie thermique en restituant la chaleur accumulée lors de son déphasage. Michael Reynolds utilise aussi l'espace entre la surface vitrée et le mur capteur comme d'une serre pour cultiver de manière autonome des fruits et des légumes, faisant tendre alors l'habitat vers l'autosuffisance alimentaire. Ici c'est donc l'architecture qui devient outil convivial, dans le sens qu'elle contribue largement à l'autonomie des personnes qu'elle abrite tout en les faisant participer à son fonctionnement. Cela ne peut se passer sans que les futurs habitants eux-même n'apprennent à manier cet outil en œuvrant activement à sa réalisation,

et c'est pour cela que les chantiers conduits par Michael Reynolds sont réalisés sur un mode participatif.

Ainsi et plus généralement c'est tout l'habitat, en tant qu'ensemble des espaces qui offre les conditions nécessaires au développement d'une personne, qui devient convivial.

Ces projets d'outils conviviaux intégrés à l'habitat nécessitent, comme le soulignent les chapitres du *Whole Earth Catalog* de 1968, la compréhension des systèmes d'ensemble, les moyens d'utilisation du terrain, l'apprentissage des techniques industrielles et artisanales, et la communication qui est la clé de la démocratisation du savoir. Ensemble regroupées ces informations sont le feu et la liberté que les nouveaux Prométhée volent aux Dieux pour aider les hommes à s'émanciper.

1. Albert Camus, *Prométhée aux enfers*, l'Été, Paris, Gallimard, Folio 4388, 1959 (2010), p.60

2. *ibid*

3. Vidéo du collectif Studio Swine consultable sur le site internet <http://www.studioswine.com/film/>

4. *ibid*

5. Vidéos open source de Barnabé Chaillot consultables sur youtube https://www.youtube.com/channel/UCg7HRuQ93h19v8dTS_t_XDHA

6. Pascal Burnet, *Rocket Stoves* - Feux de bois et poêles de masse, 2012, St Germain de Marencennes, Pascal Burnet

7. Effet Peltier, consulté sur Wikipédia, source:

Maurice Gerl, Jean-Paul Issi, Physique des matériaux, presses polytechniques, 1997

8. *Whole Earth Catalog, Access to tools*, Automne 1968

9. *ibid*

10. Oliver Hodge, *Garbage Warrior*, Open Eye Media UK, ITVS International & Sundance Channel, 2007

11. Vidéo consultable sur youtube

https://www.youtube.com/watch?v=Jnkv_qj1xUc

12. Système révélé par le professeur Félix Trombe et l'architecte Jacques Michel dans les années 50



CONCLUSION



POUR UN HABITAT CONVIVAL, DU DROIT À SE DÉTERMINER PAR SOI-MÊME AU DEVOIR DE MÉNAGER L'AUTRE

Dans ce mémoire je n'ai pas vraiment parlé d'architecture dans le sens qu'on lui donne ordinairement, celui «*d'art de concevoir, de combiner et de disposer, par les techniques appropriées, des éléments [...] destinés à constituer les volumes protecteurs qui mettent l'homme [...] à l'abri de toutes les nuisances naturelles et artificielles.*»¹ Mais, à y regarder de plus près, on pourrait dire aussi que je n'ai parlé que d'architecture car elle fait partie de ces choses qui reportent, débordent et dépassent toute tentative d'enfermement, de définition. Ainsi peut être que «*la recherche du sens de l'architecture, c'est-à-dire la poursuite infinie de sa définition, n'est pas différente du souci de « la chose même », c'est-à-dire du sort de notre monde, au sens le plus concret et le plus vif de cette expression.*»² Je pense que nous questionnons perpétuellement le sens de l'architecture car nous questionnons comme Heidegger la manière dont nous «*habitons le monde*»³. Notre rapport à lui, à nous même et aux autres se reflète dans les espaces que nous créons, les objets que nous érigeons, dans la manière dont nous les bâtissons et dans les usages que nous en faisons. Ainsi en questionnant nos rapports aux ressources, notre responsabilité politique, nos dépendances, notre autonomie ou plus largement le rôle des outils dans notre société, j'ai voulu questionner certaines conditions qui fondent notre rapport au monde et donc la manière dont nous faisons architecture.

Ainsi les ressources naturelles donnent à l'architecture sa matérialité, son épaisseur, des qualités tant spatiales que protectrices. Depuis plus de 50 000 ans l'homme a besoin de ces ressources pour construire, et ses besoins n'ont jamais été aussi grands qu'aujourd'hui. Comme l'a souligné Jared Diamond, l'épuisement des ressources naturelles et la manière dont nous faisons face à cette situation questionne

le geste de construire et plus largement la survie de notre société.⁴ La ville, l'urbain et la crise de leur valeur d'usage concernent tout aussi directement l'architecture, mais cette fois-ci comme moyen et non comme fin. Henri Lefebvre nous rappelle que sur ce terrain, politique, elle manifeste son assujettissement et devient un outil au service du pouvoir.⁵ L'architecture formalise les ordonnancements du monde - qu'ils soient social, économique, ou autre - et impose par là même une autorité sur les corps et les rythmes qu'elle accueille, travaillant ainsi à la reproduction de ces ordres. Le geste de bâtir nécessite toujours des capitaux et, dépendant d'eux, représente souvent leurs intérêts et ceux du pouvoir qui les détient.

«En société, l'esprit de révolte n'est possible que dans les groupes où une égalité théorique recouvre de grandes inégalités de fait. [...] La liberté de fait ne s'est pas accrue proportionnellement à la conscience que l'homme en a prise. De cette observation, on ne peut déduire que ceci :

LA RÉVOLTE EST LE FAIT DE L'HOMME INFORMÉ, QUI POSSÈDE LA CONSCIENCE DE SES DROITS.»⁶

En ce début de 3^e millénaire et dans la plupart de nos sociétés des égalités théoriques recouvrent de grandes inégalités de fait et cette situation n'a jamais été aussi prononcée dans l'histoire de l'humanité. Aussi nous n'avons jamais eu autant accès à l'information, augmentant par cela même les probabilités de mouvements de contestation. *«La révolte est profondément positive puisqu'elle révèle ce qui, en l'homme, est toujours à défendre».*⁷ Je pense que la frontière entre l'utopie d'un monde juste et sa concrétisation est ténue et que nous avons les moyens de la franchir. Peut-être pouvons nous dire aussi que l'utopie et la révolte sont parentes : ne faut-il pas d'abord imaginer un ailleurs avant de pouvoir le revendiquer ? Toutes les deux visent à la transformation du monde. Cependant, l'utopie n'est pas la révolte car elle se situe dans l'esprit, elle est un lieu de nulle part. Ainsi est-il nécessaire de la mettre en pratique, de la *«considérer expérimentalement, en étudiant sur le terrain ses implications et conséquences».*⁸

Quand elle s'incarne alors elle devient *bétérotopie* ou *bétérochronie*⁹, espace et temps autres qui caractérisent tout ce qui se situe fondamentalement hors du quotidien et qui, par ses différences, le remet en cause. Sont hétérotopiques le dîner entre amis¹⁰ et les fêtes où l'on se laisse aller hors des codes et des conventions, mais aussi et plus largement tous les mouvements insurrectionnaires, des zones d'autonomie¹¹ aux zones à défendre. Ces espaces-temps situés fondamentalement en dehors de l'ordre établi peuvent faire germer un désir d'autonomie et se transformer en de véritables laboratoires de modes de vie expérimentaux. Mais ces derniers ne sont pas nécessairement situés hors du champ institutionnel.

Par exemple l'association d'architecture expérimentale Bellastock est en ce sens un iceberg. En surface, dans les écoles d'architecture et depuis bientôt quatre ans dans le monde professionnel, l'association œuvre au changement des mentalités ; mais je pense qu'elle ne réussit cette mission dans le champ institutionnel que parce qu'elle est portée par des personnes qui militent aussi dans tous les autres champs de la société, même les plus alternatifs. C'est la partie immergée de l'iceberg. Avec son festival - qui accueille chaque année un millier d'étudiants et de jeunes professionnels- elle pose à une nouvelle génération les questions qui nous préoccuperont demain et la met en contact avec la matière devant la nécessité de réaliser un projet construit. Ce festival est un espace-temps autre où l'on expérimente des hypothèses pour la fabrication d'un habitat convivial. Plus qu'un lieu d'expérimentation, c'est un laboratoire d'idée où l'on partage nos savoirs pour tendre vers l'autonomie. En dehors du festival, Bellastock continue d'être support d'expérimentation et devient un outil que tout le monde, porteur de projet ou non, peut s'approprier. C'est grâce à cette structure que je peux développer des projets collectifs qui mettent en pratique la pensée que j'ai tenté d'exposer dans ce mémoire. Ainsi nous sommes nombreux à expérimenter la fabrication d'outils d'autonomie pour apprendre à nous libérer des institutions.

Je pense que l'architecte sensible à ces questions se doit intégrer ces outils à l'habitat et former l'utilisateur autant à

les utiliser qu'à les fabriquer lui-même. Ce n'est que comme ça que nous pourrions tendre à une émancipation collective de la société et ainsi réduire nos dépendances pour sortir des crises que nous subissons. 50 000 ans d'habitat vernaculaire nous ont montré que l'architecte n'était pas indispensable à l'épanouissement de la vie. Cependant, cela ne veut pas dire que l'architecte soit inutile. Bien au contraire je pense que cela doit questionner son rôle aujourd'hui. Nous avons toujours eu besoin de maîtres d'oeuvres, de bâtisseurs, d'experts en construction, de personnes qui savent construire et qui peuvent répondre aux nécessités d'usages, de contexte, de disponibilité de la matière. Mais je pense que nous n'avons pas besoin de spécialistes qui privatisent leur savoir, qui le rendent incompréhensible aux autres ou qui seulement sont pris dans le jeu du marché et qui ne peuvent pas faire autrement. Les architectes, ces passionnés, doivent partager leur savoir et leur désir afin de rendre leurs clients plus autonomes. Quand l'on privatise son savoir et son autonomie alors on crée des dépendances, l'autre ne peut se passer de moi et je lui fait payer son incompetence. Aujourd'hui l'architecte maîtrise des outils devenus quasiment indispensables à la vie en collectivité. L'habitat est l'enveloppe de la société, il est le milieu dans lequel nous nous épanouissons ou au contraire où nous sommes aliénés. A terme, si l'architecte oeuvre à la concrétisation de l'habitat convivial, c'est-à-dire l'habitat autonome au service de l'émancipation collective, nous n'aurons peut-être plus besoin de lui au sens où on l'entend aujourd'hui. Est-ce un mal ? Je ne pense pas. Au contraire peut-être pouvons nous rêver d'un monde où nous aurions tous les moyens d'apprendre des autres les compétences qui nous intéressent afin de répondre ensemble à nos besoins sans aliéner ni le groupe ni nous-même. C'est cela que j'entend par la fabrication d'un habitat convivial.

1. Benoit Goetz, Philippe Madec, Chris Younès, *Indéfinition de l'architecture*, Editions de la Villette, Paris, 2009
2. *ibid*
3. Martin Heidegger, «*Bâtir, habiter, penser*», *Essais et Conférences*, Gallimard, Paris, 1958
4. Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Folio Essais n.513, 2006
5. Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 3e éd (2009)
6. Albert Camus, *L'homme révolté*, Folio, Essais, Gallimard, Paris, 1951 (2013), p.35
7. *ibid*, p.34
8. 5. Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 3e éd (2009), p.100
9. Michel Foucault, *Le corps utopique - Les hétérotopies*, Editions Lignes, 2009
10. Hakim Bey, *T.A.Z. zone autonome temporaire*, L'Éclat, 1997, 8e éd. (2011)
11. *ibid*

Bibliographie

- . Albert Camus, *L'homme révolté*, Folio, Essais, Gallimard, Paris, 1951 (2013)
- . Albert Camus, *Prométhée aux enfers*, l'Été, Folio 4388, Gallimard, Paris, 1959 (2010)
- . André Breton, *Manifeste du Surréalisme*, Folio, Essais, Gallimard, 2014
- . Benoit Goetz, Philippe Madec, Chris Younès, *Indéfnition de l'architecture*, Editions de la Villette, Paris, 2009
- . Comité invisible, *A nos amis*, La fabrique, Paris, 2014
- . Encore Heureux, *Matière grise, matériaux / réemploi / architecture*, catalogue de l'exposition, Pavillon de l'Arsenal, 2014
- . Florence Aubenas, Miguel Benasayag, *Résister, c'est créer*, La Découverte et Syros, 2002
- . Franco La Cecla, *Contre l'Architecture*, Paris, Arléa, 2011
- . Francois Cusset, *Les nouvelles logiques de la révolte*, Revue du crieur, Paris, La Découverte/Médiapart, octobre 2015
- . Gordon Matta-Clark, *Entretiens*, Editions Lutanie, Paris, 2011
- . *Habiter poétiquement le monde*, catalogue de l'exposition, LaM, 2010
- . Hakim Bey, *T.A.Z. zone autonome temporaire*, L'Éclat, 1997, 8e éd. (2011)
- . Hakim Bey, *Zone interdite*, L'Herne, Paris, 2010
- . Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 3e éd (2009)
- . Ivan Illich, *La convivialité*, Paris, Seuil, Points, 1973
- . Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Folio Essais n.513, 2006
- . Jean Marc Huygen, *La poubelle et l'architecte*, L'impensé, Actes Sud, 2008
- . Libero Andreotti, *Le grand jeu à venir, textes situationnistes sur la ville*, Editions de la Villette, Paris, 2007
- . Martin Heidegger, «*Bâtir, habiter, penser*», *Essais et Conférences*, Gallimard, Paris, 1958
- . MatériO, *Materiology*, Frame Publishers, Amsterdam, Birkhäuser Verlag Basel, 2013
- . Michel Foucault, *Le corps utopique - Les hétérotopies*, Editions Lignes, 2009
- . Mickaël Correia (2012), *Une lutte décolle*, CQFD, 106
- . Miguel Abensour, *L'homme est un animal utopique*, Les éditions de la nuit, Arles, 2010
- . Pascal Burnet, *Rocket Stoves - Feux de bois et poêles de masse*, 2012, St Germain de Marecennes, Pascal Burnet
- . Patrick Bouchain, *Histoire de construire*, L'impensé, Actes Sud, 2012
- . Pierre Frey, *Learning from vernacular*, Actes Sud, 2010
- . Thon Charlotte, *Crise : moteur à création*, mémoire de fin d'études, ENSAD, Paris, 2012
- . *Whole Earth Catalog, Access to tools*, Automne 1968

▶ CONCLUSION



